



## Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale  
4 septembre 2010  
Français  
Original: anglais

### Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-troisième session

Cancún, 30 novembre-4 décembre 2010

Point 16 b) de l'ordre du jour provisoire

Questions administrative, financières et institutionnelles

Exécution du budget de l'exercice biennal 2010-2011

## Exécution du budget de l'exercice biennal 2010-2011 au 30 juin 2010

### Note du Secrétaire exécutif\*

#### Résumé

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011. Son objet est d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2010. À cette date, 13,55 millions d'euros avaient été reçus, soit 65 % du montant indicatif total des contributions attendues pour 2010. Les contributions volontaires se chiffraient à 2,9 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention et à 5,3 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. À ce stade, 41,5 % environ des ressources du budget de base avaient été consacrés aux activités prescrites et à l'obtention des résultats escomptés dans le cadre du programme de travail pour l'exercice biennal. De plus, le secrétariat avait affecté 10,2 millions de dollars à différents projets relevant du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et engagé 2,4 millions de dollars provenant du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention afin de permettre aux Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Ce document contient aussi des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale pour le Mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions, du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand et les dépenses d'appui aux programmes. Il contient enfin un rapport détaillé sur l'exécution des programmes.

\* Le présent document a été soumis tardivement parce qu'il a nécessité des consultations internes.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
A. Mandat.....	1	3
B. Objet de la note.....	2	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	3	3
II. Rapport sur les recettes et les dépenses.....	4–26	3
A. Fonds d’affectation spéciale pour le budget de base de la Convention .....	4–10	3
B. Fonds d’affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention.....	11–14	7
C. Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires .....	15–18	8
D. Fonds d’affectation spéciale pour le mécanisme pour un développement propre .....	19–20	10
E. Fonds d’affectation spéciale pour le relevé international des transactions .....	21–22	11
F. Fonds d’affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) .....	23–24	12
G. Dépenses d’appui au programme.....	25–26	12
III. Exécution des programmes .....	27–92	13
A. Direction exécutive et gestion .....	29–34	13
B. Rapports, données et analyses .....	35–46	15
C. Appui financier et technique.....	47–53	17
D. Adaptation, technologie et travaux scientifiques.....	54–58	19
E. Mécanismes pour un développement durable.....	59–65	20
F. Affaires juridiques .....	66–73	22
G. Services des affaires de la Conférence .....	74–80	23
H. Services d’information .....	81–86	24
I. Services administratifs.....	97–92	25
IV. Informations supplémentaires .....	93	27
<b>Annexes</b>		
I. Human Resources .....		28
II. Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2010-2011 .....		31
III. Programme performance data for the period 1 <sup>st</sup> January 2010 to 30 <sup>th</sup> June 2010 .....		33

## I. Introduction

### A. Mandat

1. Par leurs décisions 12/CP.15 et 10/CMP.5, la Conférence des Parties (COP) et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont approuvé le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 et ont prié le Secrétaire exécutif de faire rapport à la COP sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter à celui-ci.

### B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget au 30 juin 2010. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2009/2/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat, et le document FCCC/SBI/2010/INF.9 sur l'état des contributions au 15 novembre 2010.

### C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures qu'il pourrait juger nécessaires en vue de les inclure dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la COP à sa seizième session et à la CMP à sa sixième session.

## II. Rapport sur les recettes et les dépenses

### A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

#### 1. Budget

4. La COP, par sa décision 12/CP.15, et la CMP, par sa décision 10/CMP.5, ont adopté un budget total de 44,2 millions d'euros pour l'exercice biennal 2010-2011 (voir le tableau 1).

Tableau 1

#### **Budget-programme et recettes de l'exercice biennal 2010-2011**

(en euros)

	2010	2011	2010-2011
Coûts directs des activités des programmes	19 525 380	19 356 038	38 881 418
Dépenses d'appui aux programmes	2 538 300	2 516 285	5 054 585
Ajustement de la réserve de trésorerie	264 096	0	264 096
<b>Total du budget approuvé</b>	<b>22 327 776</b>	<b>21 872 323</b>	<b>44 200 099</b>
Contributions de toutes les Parties selon le barème indicatif	20 860 838	20 405 385	41 266 223
Solde inutilisé des contributions d'exercices antérieures (report)	700 000	700 000	1 400 000
Contribution du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
<b>Total des recettes</b>	<b>22 327 776</b>	<b>21 872 323</b>	<b>44 200 099</b>

**2. Recettes**

5. Au 30 juin 2010, 13,55 millions d'euros, soit 65 % du montant indicatif total des contributions attendues pour l'année 2010, avaient été encaissés, y compris un montant de 2,18 millions d'euros reçus sous la forme d'avances au cours des exercices précédents. S'y ajoutaient des contributions reçues pour des années antérieures. Le tableau 2 fait apparaître les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour la première moitié de 2010.

Tableau 2

**Recettes effectives au 30 juin 2010**

(en euros)

	<i>2010-2011</i>
Report de l'exercice 2008-2009 <sup>a</sup>	7 707 723
Montant indicatif des contributions pour 2010-Convention	6 521 884
Montant indicatif des contributions pour 2010-Protocole de Kyoto	5 023 567
Contribution volontaire du gouvernement du pays hôte	766 938
Intérêts et recettes accessoires <sup>a</sup>	267 591
À déduire: réserve de trésorerie <sup>a</sup>	1 835 445
<b>Total des recettes effectives</b>	<b>18 452 258</b>

<sup>a</sup> Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,819 euro) est le taux de change officiel de l'ONU pour juin 2010.

6. Les contributions de 3 des 10 ou de 5 des 20 principaux contributeurs<sup>1</sup> aux activités découlant de la Convention pour 2010 n'avaient pas été reçues au 30 juin 2010. Sur les 194 Parties à la Convention, 115 n'avaient pas versé leur contribution pour 2010. Neuf parties n'ont jamais contribué au budget de base de la Convention depuis son établissement en 1996. Le tableau 3 fait apparaître en dollars des États-Unis les contributions non acquittées pour la période de 1996-2009 et en euros les contributions non acquittées pour 2010.

Tableau 3

**Arriérés de contribution pour les activités découlant de la Convention, par année, au 30 juin 2010**

	<i>Nombre de Parties</i>	<i>Montant non réglé</i>
Contributions exigibles, en dollars des États-Unis, depuis le 1 <sup>er</sup> janvier		
1996	9	5 212
1997	12	8 563
1998	13	3 914
1999	13	4 713
2000	14	4 995
2001	18	11 315
2002	18	16 918

<sup>1</sup> Les contributions des 10 premiers contributeurs représentent 70,6 % et celles des 20 premiers contributeurs 85,9 % du montant indicatif total des contributions.

	<i>Nombre de Parties</i>	<i>Montant non réglé</i>
2003	20	19 004
2004	25	40 075
2005	28	40 177
2006	33	44 974
2007	42	71 891
2008	46	94 892
2009	65	318 328
<b>Total en dollars des États-Unis</b>		<b>684 971</b>
Contributions exigibles en euros depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2010	115	5 352 756

7. Les contributions de 3 des 10 premiers, ou de 4 des 20 premiers contributeurs<sup>2</sup> aux activités découlant du Protocole de Kyoto pour 2010 n'avaient pas été reçues au 30 juin 2010. Le montant des arriérés de contributions est indiqué au tableau 4 pour la période 2005-2009 en dollars des États-Unis et pour l'année 2010 en euros.

Tableau 4

**Arriérés de contributions pour les activités découlant du Protocole de Kyoto, par année, au 30 juin 2010**

	<i>Nombre de Parties</i>	<i>Montant non réglé</i>
Contributions exigibles en dollars des États-Unis depuis le 1 <sup>er</sup> janvier		
2005	23	3 363
2006	30	15 344
2007	40	34 908
2008	49	49 612
2009	65	354 949
<b>Total en dollars des États-Unis</b>		<b>458 176</b>
Contributions exigibles en euros depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2010	121	1 956 587

### 3. Dépenses

8. Au 30 juin 2010, les dépenses se chiffraient à 8,1 millions d'euros (9,2 millions d'euros avec les dépenses d'appui aux programmes), soit 41,5 % du budget approuvé pour 2010. Le tableau 5 permet de comparer les crédits ouverts pour 2010 et les dépenses des six premiers mois de l'année, par programme.

<sup>2</sup> Les contributions des 10 premiers contributeurs représentent 65,6 % et celles des 20 premiers contributeurs 83,1 % du montant indicatif total des contributions.

Tableau 5  
**Dépenses par programme, au 30 juin 2010**  
(en euros)

	<i>Budget approuvé pour 2010</i>	<i>Dépenses au 30 juin 2010</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
<i>A. Programme</i>			
Direction exécutive et gestion	1 975 013	775 829	39,3
Rapports, données et analyses	4 148 327	1 658 143	40,0
Appui financier et technique	2 588 319	1 069 656	41,3
Adaptation, technologie et travaux scientifiques	2 208 655	893 595	40,5
Mécanismes pour un développement durable	425 755	218 354	51,3
Affaires juridiques	1 557 922	500 654	32,1
Services des affaires de la Conférence	1 445 629	833 374	57,6
Services d'information	3 725 976	1 617 283	43,4
<i>B. Dépenses de fonctionnement pour l'ensemble du secrétariat<sup>a</sup></i>			
	1 449 784	532 435	36,7
<b>Total (A+B)</b>	<b>19 525 380</b>	<b>8 099 323</b>	<b>41,5</b>

<sup>a</sup> Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par le programme des services administratifs.

9. Le tableau 6 présente les dépenses réparties en six catégories. Les «dépenses de personnel» comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant aux fonctionnaires nommés aux postes approuvés, les traitements des personnels engagés pour des périodes de courte durée et des personnels temporaires ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les autres concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique «consultants». Les frais de voyage des personnels envoyés en mission sont dissociés de ceux des experts participant à des ateliers et à des consultations informelles. Les «frais généraux de fonctionnement» comprennent les paiements aux fournisseurs de divers biens et services et d'autres dépenses de fonctionnement comme les dépenses correspondant aux services de télécommunications. Les «subventions et contributions» englobent les sommes versées pour la gestion des locaux de Bonn à l'Unité centrale chargée des services communs, qui fournit des services logistiques et administratifs au secrétariat, ainsi que la contribution annuelle au budget du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Tableau 6  
**Dépenses au 30 juin 2010**  
(en euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé pour 2010 (euros)</i>	<i>Dépenses au 30 juin 2010 (euros)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget</i>	<i>Part des dépenses par objet, en pourcentage</i>
Dépenses de personnel	14 509 550	6 164 088	42,5	76,1
Consultants	690 212	236 959	34,3	2,9
Groupes d'experts	892 482	323 250	36,2	4,0
Frais de voyage du personnel	663 535	388 012	58,5	4,8

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé pour 2010 (euros)</i>	<i>Dépenses au 30 juin 2010 (euros)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget</i>	<i>Part des dépenses par objet, en pourcentage</i>
Frais généraux de fonctionnement	2 004 112	788 655	39,4	9,7
Subventions et contributions	765 489	198 359	25,9	2,5
<b>Total des dépenses directes</b>	<b>19 525 380</b>	<b>8 099 323</b>	<b>41,5</b>	<b>100,0</b>

10. Les objets de dépense restent pour la plupart en deçà du taux d'exécution idéal de 50 %. Les dépenses correspondant aux frais de voyage du personnel ont été plus élevées parce qu'il a fallu assurer le financement préalable de plusieurs missions techniques pour les préparatifs des sessions prévues durant la deuxième moitié de 2010. Ces dépenses sont cependant annulées à mesure des rentrées de fonds. Les dépenses de personnel devraient se rapprocher du taux d'exécution idéal au cours des six prochains mois avec le règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année universitaire 2009-2010. Les coûts des groupes d'experts sont restés modiques pendant les six premiers mois de l'exercice, essentiellement parce que le nombre des réunions du Comité de contrôle du respect des dispositions a baissé, en partie en raison de l'utilisation accrue d'instruments électroniques pour la prise des décisions.

## **B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention**

11. Le secrétariat continue d'appliquer sa politique actuelle d'aide financière aux Parties qui remplissent les conditions requises, c'est-à-dire dont le produit intérieur brut par habitant ne dépassait pas 7 500 dollars en 2007 d'après les statistiques publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce plafond est porté à 14 000 dollars pour les petits États insulaires en développement.

### **1. Recettes**

12. Au 30 juin 2010, les contributions volontaires reçues pour l'exercice biennal en cours s'élevaient à 2,9 millions de dollars. Ces contributions, majorées du solde reporté de l'exercice précédent, des intérêts et d'autres recettes accessoires, ont porté le total des recettes à 6,9 millions de dollars.

### **2. Dépenses**

13. Les dépenses encourues au cours des six premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011 pour couvrir la participation des Parties remplissant les conditions requises à deux sessions tenues à Bonn ainsi que d'autres frais de voyage se sont montées à 2,4 millions de dollars, ce qui représente, par rapport aux recettes, un solde positif de 4,5 millions de dollars. Une fois mis de côté quelque 1,1 million de dollars sous la forme d'une réserve de trésorerie (sur la base de 10 % des dépenses encourues en 2009), ce solde, additionné de toute autre contribution volontaire au Fonds d'affectation spéciale, servira à financer la participation des Parties remplissant les conditions requises à deux nouvelles sessions du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA) et du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP), l'une à Bonn (Allemagne) du 2 au 6 août 2010 et l'autre à Tianjin (Chine) du 4 au 9 octobre 2010. Ce montant servira également à financer la participation des Parties remplissant les conditions requises à la

seizième session de la COP et à la sixième session de la CMP, qui auront lieu à Cancún (Mexique) du 29 novembre au 10 décembre 2010.

14. Le tableau 7 donne des indications sur les recettes et dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention pour la période considérée.

Tableau 7

**Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2010**

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	3 596 966
Économies sur les engagements d'exercices antérieurs	11 181
Contributions reçues en 2010-2011	2 934 746
Intérêts	36 481
Recettes accessoires <sup>a</sup>	288 096
<b>Total des recettes</b>	<b>6 867 470</b>
<i>Dépenses</i>	
Frais de voyage de 200 participants à la onzième session de l'AWG-KP et à la neuvième session de l'AWG-LCA	657 509
Frais de voyage de 204 participants aux trente-deuxième sessions du SBI et du SBSTA, à la douzième session de l'AWG-KP et à la dixième session de l'AWG-LCA	1 355 817
Avances pour la préparation des voyages des participants à la treizième session de l'AWG-KP et à la onzième session de l'AWG-LCA	48 596
Autres frais de voyage	20 805
Total des dépenses directes	2 082 727
Dépenses d'appui aux programmes	270 755
<b>Total des dépenses</b>	<b>2 353 482</b>
<b>Solde</b>	<b>4 513 988</b>

*Abréviations:* AWG-KP = Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto, AWG-LCA = Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, SBI = Organe subsidiaire de mise en œuvre, SBSTA = Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.

<sup>a</sup> Comprend la contribution de l'Espagne, d'un montant de 269 179 dollars, reçue en 2009 et allouée en 2010.

### C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

15. Plusieurs activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires versées par les Parties à ce Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours. Les contributions faites à l'appui des négociations engagées dans le cadre de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA ainsi que les droits et redevances perçus au titre de l'application conjointe vont également à ce Fonds d'affectation spéciale.



## 1. Recettes

16. Des contributions volontaires totalisant 5,3 millions de dollars des États-Unis<sup>3</sup> ont été reçues pendant la période considérée. Par ailleurs, 157 740 dollars de droits et redevances perçus au titre de l'application conjointe ont été versés au Fonds. Avec le solde reporté de l'exercice biennal 2008-2009, les intérêts et les recettes accessoires ainsi que les économies réalisées sur les engagements d'exercices antérieurs, les recettes du Fonds d'affectation spéciale totalisent actuellement 25,9 millions de dollars.

## 2. Dépenses et engagements

17. Le secrétariat a dépensé un total de 10,2 millions de dollars pour différents projets mis en œuvre pendant l'exercice en cours (voir l'annexe II), certains depuis l'exercice précédent. Le solde disponible de 14,7 millions de dollars servira à financer les activités en cours jusqu'à la fin de l'exercice, avec toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues.

18. Le tableau 8 donne des indications sur les recettes perçues et les dépenses engagées pendant la période considérée au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui comprend les droits et redevances perçus au titre de projets d'application conjointe.

Tableau 8

### Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2010

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	20 564 379
Économies réalisées sur les engagements des exercices précédents et les remboursements aux donateurs	120 328
Contributions volontaires	4 852 289
Droits et redevances au titre de l'application conjointe	157 740
Intérêts et autres recettes accessoires	213 113
<b>Total des recettes</b>	<b>25 907 849</b>
<i>Dépenses</i>	
Dépenses effectives et engagements de dépenses	9 109 268
Dépenses d'appui aux programmes	1 067 348
<b>Total des dépenses</b>	<b>10 176 616</b>
<b>Recettes nettes</b>	<b>15 731 233</b>
<i>Droits et redevances mis en réserve</i>	
Droits et redevances perçus de 2006 à 2009 au titre de l'application conjointe	1 229 853
Droits et redevances perçus de janvier à juin 2010 au titre de l'application conjointe	157 740
<b>Solde</b>	<b>14 343 640</b>

<sup>3</sup> Une contribution volontaire de 473 981 dollars reçue en 2008-2009 et allouée en 2010 a été retirée du total des contributions volontaires pour la période considérée.

## D. Fonds d'affectation spéciale pour le Mécanisme pour un développement propre

19. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le Mécanisme pour un développement propre (voir le tableau 9) pour l'exercice biennal 2010-2011, se sont élevées, avec le solde reporté de l'exercice précédent, à 100 millions de dollars. Au 30 juin 2010, les dépenses encourues se montaient à 13,7 millions de dollars, ce qui laissait un solde de 41,4 millions de dollars après comptabilisation de la réserve de trésorerie.

20. Pour obtenir des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du Mécanisme pour un développement propre (MDP), voir le rapport annuel du Conseil exécutif du MDP à la CMP (FCCC/KP/CMP/2010/10).

Tableau 9

### Situation du Fonds d'affectation spéciale pour le Mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2010

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	81 954 684
Recettes 2010-2011	
Droits et redevances perçus au titre du Mécanisme pour un développement propre	17 359 357
Intérêts	734 118
<b>Total des recettes</b>	<b>100 048 159</b>
<i>Objet de dépense</i>	
Personnel	7 084 792
Consultants	599 329
Experts	2 125 983
Frais de voyage du personnel	257 195
Frais de voyage des représentants	1 005 137
Formation	60 651
Dépenses de fonctionnement	350 475
Services contractuels	27 190
Communications	44 448
Fournitures, matériel, mobilier et équipements	33 171
Bourses d'études, subventions et contributions	446 000
Autres dépenses	206 303
Dépenses d'appui aux programmes	1 476 097
<b>Total des dépenses</b>	<b>13 686 718</b>
À déduire: Réserve de trésorerie	45 000 000
<b>Solde</b>	<b>41 361 441</b>

## E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

21. La situation des recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2010 est présentée au tableau 10. Au total, 90,3 % des droits d'utilisation du relevé international des transactions pour 2010 avaient été perçus pendant la période considérée.

Tableau 10

### Situation du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2010

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009 <sup>a</sup>	2 147 051
Droits d'utilisation du relevé international des transactions perçus en 2010	2 263 725
Intérêts et recettes accessoires <sup>a</sup>	303 982
À déduire: Réserve de trésorerie <sup>a</sup>	352 290
<b>Total des recettes</b>	<b>4 362 468</b>

<sup>a</sup> Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,819 euro) est le taux de change officiel de l'ONU pour juin 2010.

22. Le tableau 11 fait apparaître les dépenses encourues au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions, par objet de dépense. Une fois comptabilisés le total des dépenses et le montant de la réserve de trésorerie, le solde s'établissait à 3 millions d'euros. Pour des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du relevé international des transactions, voir le rapport annuel de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto (FCCC/KP/CMP/2010/8).

Tableau 11

### Dépenses au 30 juin 2010

(En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé pour 2010 (euros)</i>	<i>Dépenses au 30 juin 2010 (euros)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget</i>	<i>Pourcentage de dépenses par objet</i>
Dépenses de personnel	740 965	321 199	43,4	23,8
Services contractuels et consultants	1 703 092	819 989	48,2	60,7
Groupes d'experts	24 475	12 533	51,2	0,9
Frais de voyage du personnel	13 986	7 609	54,4	0,6
Frais généraux de fonctionnement	48 951	22 404	45,8	1,7
Contributions aux services communs	81 600	10 349	12,7	0,8
Dépenses d'appui aux programmes	339 699	155 231	45,7	11,5
<b>Total des dépenses directes</b>	<b>2 952 768</b>	<b>1 349 314</b>	<b>45,7</b>	<b>100,0</b>

## F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)

23. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser une contribution annuelle spéciale (Fonds de Bonn) de 1,8 million d'euros. Au 30 juin, la contribution pour 2010 avait été intégralement versée. Les ressources de ce Fonds ont été utilisées pour couvrir les frais d'organisation et le coût des échanges d'informations liés aux trente-deuxième sessions du SBI et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Elles ont également permis d'organiser les onzième et douzième sessions de l'AWG-KP et les neuvième et dixième sessions de l'AWG-LCA (dont huit réunions d'avant session), qui ont eu lieu à Bonn pendant la période considérée. Le tableau 12 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2010 à la date du 30 juin 2010.

24. À cause des mesures de sécurité renforcées prises à la demande du Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU, la part des dépenses a augmenté par rapport aux années précédentes. Les taxes à la valeur ajoutée incluses seront remboursées ultérieurement dans le courant de l'année par le Ministère fédéral allemand des finances.

Tableau 12

### Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2010

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009 <sup>a</sup>	330 575
Contributions	1 789 522
Intérêts et recettes accessoires <sup>a</sup>	8 116
<b>Total des recettes</b>	<b>2 128 213</b>
<i>Dépenses</i>	
Appui aux conférences	1 288 215
Appui informatique aux conférences	341 960
Part des coûts liés aux services communs	6 745
Dépenses d'appui aux programmes	212 866
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 849 786</b>
<i>Ajustements sur exercices antérieurs<sup>a</sup></i>	1 575
<i>À déduire: Réserve de trésorerie<sup>a</sup></i>	245 700
<b>Solde</b>	<b>34 302</b>

<sup>a</sup> Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,819 euro) est le taux de change officiel de l'ONU pour juin 2010.

## G. Dépenses d'appui aux programmes

25. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur tous les fonds d'affectation spéciale de la Convention pour financer les services administratifs. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat (programme «Services administratifs»). Les services centraux – vérification des comptes, états de paie, placements des fonds et services de trésorerie – sont fournis par l'ONU et doivent être remboursés à l'Organisation.

26. Au 30 juin 2010, les recettes pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 30 Juin 2010, avec les intérêts et les recettes accessoires, se chiffraient à 15,5 millions de dollars. Au cours de la même période, 3,4 millions de dollars ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel et d'autres frais. Les sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), estimées à 650 000 dollars pour 2010, seront facturées et payées au cours du second semestre de l'année. Le tableau 13 indique la situation des dépenses d'appui aux programmes pour les six premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011.

Tableau 13

**Situation des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2010**

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	10 731 938
Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes	4 662 509
Intérêts et recettes accessoires	119 920
<b>Total des recettes</b>	<b>15 514 367</b>
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel du secrétariat	3 054 511
Autres dépenses du secrétariat	266 610
Parts des coûts liés aux services communs	115 585
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 436 706</b>
<i>À déduire: Réserve de trésorerie</i>	2 199 048
<b>Solde</b>	<b>9 878 613</b>

### III. Exécution des programmes

27. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail de l'exercice biennal 2010-2011 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation du programme de travail. Il convient donc de lire cette section en parallèle avec le document FCCC/SBI/2009/2/Add.1, qui présente les grandes lignes du programme de travail.

28. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions confiées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus du programme de travail pour l'exercice biennal sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat. Des indications supplémentaires sur les résultats obtenus pour chaque programme sont données à l'annexe III.

#### A. Direction exécutive et gestion

29. Le programme «Direction exécutive et gestion» (DEG) veille à ce que le secrétariat réponde aux besoins des organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto et garantit la cohérence globale du secrétariat. Il coordonne également les activités de sensibilisation et de coopération, en particulier avec le système des Nations Unies, apporte son concours au Président et au Bureau de la COP et de la CMP et dirige les services d'appui au processus intergouvernemental à l'échelle du secrétariat.

30. Au cours du premier semestre de 2010, le programme DEG s'est attaché à appuyer les efforts concertés faits par les Parties pour mettre à profit les résultats de la quinzième session de la COP et de la cinquième session de la CMP et à aider le nouveau Président à préparer la seizième session de la COP et la sixième session de la CMP. Il a poursuivi son travail de coordination du soutien apporté par le secrétariat aux travaux de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP et s'est notamment occupé de préparer des sessions supplémentaires de ces organes en 2010. Le Secrétaire exécutif a collecté des fonds pour l'organisation de ces sessions supplémentaires. Il a veillé à ce que les rapports sur les sessions de la COP, de la CMP et de l'AWG-KP paraissent en temps voulu et à ce que les informations communiquées par les Parties au sujet de l'Accord de Copenhague soient compilées et publiées sur le site Web de la Convention.

31. À la lumière des événements survenus lors de la quinzième session de la COP et des demandes faites par les Parties et le Bureau pour que soit restaurée la confiance dans le processus de la Convention, le Secrétaire exécutif a mis en place un projet destiné à renforcer l'efficacité du processus et notamment le rôle et le degré d'implication des organisations ayant le statut d'observateur. À cet égard, le Bureau est convenu, à sa première réunion de 2010, qu'il était important d'améliorer les méthodes de négociation tout en adhérant aux principes et aux modèles applicables dans le système des Nations Unies. Le Secrétaire exécutif a également entrepris d'évaluer les dispositions prises par le secrétariat en matière de logistique, d'enregistrement des participants et d'accès afin d'améliorer les services et les systèmes d'appui.

32. Le Secrétaire exécutif a continué de renforcer la coopération avec le Secrétariat de l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations internationales à l'appui du processus de la Convention et des initiatives visant à mettre en œuvre les décisions de la COP et de la CMP. Dans le cadre du Conseil des Chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, le Secrétariat a continué de travailler à l'élaboration d'une approche cohérente du soutien que les entités du système des Nations Unies apportent à la mise en œuvre des activités relatives aux changements climatiques. Des activités sont en cours dans 10 domaines de coopération<sup>4</sup>. Le Secrétaire exécutif a également participé aux travaux du Groupe consultatif du Secrétaire général sur l'énergie et les changements climatiques dont le rapport<sup>5</sup>, paru le 28 avril 2010, énonce deux objectifs fondamentaux: garantir un accès universel à l'énergie et réduire l'intensité énergétique mondiale. Des activités de coopération bilatérale ont également été organisées avec des organisations du système des Nations Unies, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Banque mondiale.

33. Les mesures prises par le Secrétaire exécutif pour améliorer la parité hommes-femmes et l'équilibre géographique parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur au sein du secrétariat se sont traduites par une nouvelle augmentation des effectifs

---

<sup>4</sup> Ces 10 domaines correspondant à cinq centres d'intérêt (adaptation; transfert de technologies; réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts; financement des mesures d'atténuation et d'adaptation; renforcement des capacités) et à cinq domaines d'intervention intersectoriels (climatologie: travaux scientifiques, évaluation, surveillance et détection précoce; appui à des actions mondiales, régionales et nationales, ONU climatiquement neutre; sensibilisation du public; dimensions sociales des changements climatiques).

<sup>5</sup> Disponible à l'adresse suivante  
<http://www.un.org/wcm/webdav/site/climatechange/shared/Documents/AGECC%20summary%20report%5B1%5D.pdf>.

originaires de Parties non visées à l'annexe I de la Convention, lesquels représentaient, au 30 juin 2010, 56 % environ de l'ensemble des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur. Il y a également eu un accroissement significatif du nombre de femmes qui, au 30 juin 2010, représentaient environ 40 % des effectifs. Au cours des quatre années écoulées, le nombre des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur provenant de Parties non visées à l'annexe I a donc augmenté de quelque 28 % et celui des femmes dans ces mêmes catégories de près de 12 %.

34. Pour ce qui concerne la gestion du secrétariat et son développement en tant qu'institution, le Secrétaire exécutif a décidé de rationaliser les structures internes de prise de décisions en centralisant la surveillance de l'élaboration des politiques désormais confiée à un organe unique, l'équipe de direction du secrétariat. À la suite d'un processus de rétro-information «à 360°» lancé en 2009, les fonctionnaires assurant des fonctions de gestion ont bénéficié d'un complément de formation. Enfin, pour améliorer la coordination des travaux sur les questions de stratégie, le Secrétaire exécutif a créé une équipe spéciale de l'élaboration des stratégies qui fait fond sur l'expertise de tous les programmes pour conseiller les principaux responsables gestionnaires sur les questions stratégiques intersectorielles.

## **B. Rapports, données et analyses**

35. Le programme «Rapports, données et analyses» (RDA) appuie le système de communication de rapports et d'examen des Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I). Pendant la période considérée, il a continué de veiller au bon fonctionnement du processus d'établissement de rapports et d'examen prévu par la Convention et le Protocole de Kyoto. Il a contribué à le renforcer en vue de la communication de données, rendue obligatoire en 2010 pour les Parties visées à l'annexe I qui sont également Parties au Protocole de Kyoto, ainsi que pour la soumission et l'examen des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I.

36. Conformément aux mandats existant au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, les cinquièmes communications nationales de 39 des 41 Parties visées à l'annexe I ont été reçues. Le secrétariat a coordonné huit examens dans les pays exécutés par des équipes d'experts internationaux au cours du premier semestre de 2010 et prévoit quatre autres examens pour le deuxième semestre<sup>6</sup>.

37. Pour les Parties visées à l'annexe I qui sont également Parties au Protocole de Kyoto, la cinquième communication nationale requise en vertu de la Convention doit contenir des informations supplémentaires attestant du respect des dispositions de la Convention. Ces Parties ont soumis le 15 avril 2010 des informations annuelles sur leurs inventaires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et des questions connexes. Le processus d'examen a été renforcé pour couvrir ces informations supplémentaires, ce qui est essentiel pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto.

38. Dans le cadre du cycle de notification et d'examen de 2010, le programme RDA a accusé réception et assuré le traitement des inventaires annuels de GES de toutes les Parties visées à l'annexe I ainsi que des informations supplémentaires requises, en vertu du paragraphe 1 de l'article 7 du Protocole de Kyoto, des Parties visées à l'annexe I qui sont également Parties au Protocole de Kyoto.

39. Pour maintenir et accroître l'efficacité du processus d'examen, le secrétariat a mis au point de nouveaux cours de formation pour les examens prévus au titre du Protocole de

---

<sup>6</sup> L'examen des cinquièmes communications nationales restantes est prévu pour 2011-2012.

Kyoto et intensifié son appui à la formation des experts chargés des examens prévus au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto. Par ailleurs, il a continué d'organiser des réunions des examinateurs principaux auxquels il a communiqué les données d'analyse garantes de la qualité et de la cohérence du processus d'examen.

40. Le secrétariat a continué d'appuyer les activités exécutées par le SBSTA aux fins du programme de travail concernant «la révision des directives FCCC pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie: Directives FCCC pour la notification des inventaires annuels» en préparant une documentation appropriée, en organisant un atelier et en fournissant une aide pendant les sessions du SBSTA.

41. Le programme a continué d'assurer la diffusion des données communiquées par les Parties visées à l'annexe I sur leurs émissions de GES au moyen de l'interface de données GES<sup>7</sup> sur le site Web de la Convention. Pour améliorer encore la qualité des données, trois mises à jour de l'interface ont été prévues pour 2010, contre une mise à jour seulement les années précédentes; ainsi, les Parties et le public auront accès aux données les plus récentes disponibles. Faite en mars, la première de ces trois mises à jour permet d'accéder à la version définitive des données d'émission de GES pour 2009 communiquées par les Parties visées à l'annexe I et au contenu des communications nationales et des inventaires de 10 Parties non visées à l'annexe I reçue entre novembre 2009 et mars 2010. Des préparatifs ont été faits pour la publication de la deuxième mise à jour le 7 juillet 2010<sup>8</sup>.

42. Pendant la période considérée, le programme a répondu à 109 demandes de données relatives aux GES adressées par des Parties, des organisations nationales et internationales, des médias et des particuliers. De plus, des préparatifs ont été engagés en vue de la publication de deux rapports annuels importants: le rapport sur les données relatives aux GES qui contient les inventaires des émissions de GES communiqués par les Parties visées à l'annexe I pour la période 1990-2008 et le rapport de compilation et comptabilisation où figurent les données de comptabilisation des Parties à la Convention ayant pris les engagements inscrits à l'annexe B du Protocole de Kyoto (Parties visées à l'annexe B) pour 2009.

43. Dans le cadre de la coopération en matière de communication de données au sein du système des Nations Unies, le programme a fourni les principales données d'émission de GES par les Parties visées à l'annexe I au portail de données de l'ensemble du système<sup>9</sup>, et au groupe d'experts chargé de préparer le rapport 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui a été présenté à New York (États-Unis d'Amérique) par le Secrétaire général le 23 juin 2010<sup>10</sup>.

44. Le programme a continué de développer et d'améliorer les systèmes employés par les Parties visées à l'annexe I pour la notification des données de leurs inventaires de GES. Il s'agissait entre autres d'améliorer encore le logiciel du cadre commun de présentation (CRF), d'apporter un appui continu aux Parties utilisant ce logiciel et de faciliter la publication en temps utile des instruments d'examen des inventaires et des documents contenant des informations sur les tendances des émissions de GES. Le programme a élaboré et publié les modules de ce logiciel qui facilitent la présentation d'informations en

<sup>7</sup> Disponible à l'adresse [http://unfccc.int/ghg\\_data/items/3800.php](http://unfccc.int/ghg_data/items/3800.php).

<sup>8</sup> Cette mise à jour permet d'accéder à la version 2010 des données visées à l'annexe I établie sur la base des inventaires de GES reçus le 28 mai 2010 des Parties visées à l'annexe I et aux données contenues dans deux nouvelles deuxièmes communications nationales et deux nouveaux inventaires provenant de Parties non visées à l'annexe I.

<sup>9</sup> Disponible à l'adresse: <http://data.un.org/>.

<sup>10</sup> Disponible à l'adresse: <https://mdgs.un.org>.



vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 3 du Protocole de Kyoto. Il a en outre amélioré l'interface de données sur les GES en établissant une carte mondiale en ligne<sup>11</sup> qui assure un accès interactif aux données relatives aux GES communiquées par les Parties visées à l'annexe I et notamment aux données sur les émissions/réductions anthropiques de GES entre l'année de référence et l'année la plus récente pour laquelle des informations sont disponibles.

45. De nouveaux progrès ont été accomplis dans la mise en place du registre international des transactions (RIT) auquel sont actuellement associés 37 registres nationaux. L'administrateur du RIT a continué d'appuyer les opérations du RIT offrant de bonnes possibilités d'échange de droits d'émission conformément au Protocole de Kyoto. Le logiciel du RIT a fait l'objet de plusieurs mises à jour qui en ont sensiblement amélioré l'efficacité et la convivialité.

46. Le programme a beaucoup contribué à appuyer les négociations sur les questions concernant les engagements futurs que pourraient éventuellement prendre les Parties visées à l'annexe I au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, notamment les objectifs en matière d'émissions et les questions de méthodologie concernant les inventaires de GES, les gaz industriels inclus dans le quatrième rapport d'évaluation du GIEC mais non réglementés dans le cadre de la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, appelés également nouveaux gaz, et les paramètres de mesure communs. Par ailleurs, le programme a appuyé les négociations engagées au sujet d'éventuels besoins additionnels en matière de notification et d'examen.

### C. Appui financier et technique

47. Le programme d'appui financier et technique (AFT) aide les Parties, en particulier les Parties non visées à l'annexe I, à mettre en œuvre la Convention et le Protocole de Kyoto en leur accordant un soutien dans les domaines ci-après: mobilisation de ressources financières au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto; communications nationales des Parties non visées à l'annexe I; programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA); renforcement des capacités; et éducation, formation et sensibilisation du public.

48. Pendant la période considérée, le programme a appuyé les négociations concernant notamment le quatrième examen du mécanisme financier, le Fonds pour l'adaptation, le renforcement des capacités et les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I. Le soutien aux négociations engagées au titre de l'AWG-LCA pour un mécanisme financier renforcé, des mesures d'atténuation dans les pays en développement et une intensification du renforcement des capacités a également nécessité une part non négligeable de ressources.

49. Le programme a continué de travailler à la mise au point d'un portail finances sur le site Web de la Convention et à l'achèvement de l'étude des aspects économiques, environnementaux et liés au développement au niveau national<sup>12</sup>. Il a continué d'assurer la liaison avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur plusieurs questions, notamment le Fonds spécial pour les changements climatiques, le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA), les activités relatives aux changements climatiques qui sont financées par la caisse du FEM, le financement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I et l'exécution des PANA.

<sup>11</sup> Disponible à l'adresse: <http://maps.unfccc.int/di/map/>.

<sup>12</sup> Pour de plus amples renseignements sur ce projet, voir l'adresse: [http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/financial-mechanism/items/5630.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial-mechanism/items/5630.php).

50. Le programme a apporté son concours au Groupe d'experts des pays les moins avancés pour la tenue de ses réunions et la mise en œuvre du programme de travail pour l'application du paragraphe 9 de l'article 4 de la Convention. L'un des pays les moins avancés (PMA) a soumis un PANA complet, ce qui porte à 44 le nombre total des PANA soumis. À ce jour, 37 projets de mise en œuvre ont été examinés par le FEM en vue d'un financement par le Fonds pour les PMA et 19 d'entre eux ont été approuvés. Le Groupe d'experts des PMA a donné des indications et des avis techniques sur les questions liées à l'élaboration, à l'examen et à la mise en œuvre des PANA et, avec le soutien du FEM et du secrétariat, il a organisé les deuxième et troisième ateliers d'une série de cinq ateliers consacrés à la mise en œuvre de PANA<sup>13</sup>.

51. Le programme a continué de diffuser des renseignements sur l'appui financier et technique offert aux Parties non visées à l'annexe I pour l'élaboration des communications nationales. Un bulletin d'information a été produit et diffusé auprès des centres de liaison nationaux, des coordonnateurs des communications nationales et d'experts de pays en développement<sup>14</sup>. Le programme a également apporté son concours pour la première réunion du Groupe consultatif reconstitué d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention. Un guide ressources pour l'élaboration des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I a été mis au point et communiqué sur demande aux Parties non visées à l'annexe I<sup>15</sup>. À la suite de demandes adressées par des Parties non visées à l'annexe I, en Asie du Sud-Est, en vue de l'établissement d'inventaires nationaux de GES, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, le programme a continué de coordonner un projet visant à répondre aux besoins définis par neuf Parties<sup>16</sup>.

52. Le programme a continué d'appuyer la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi modifié relatif à l'article 6 de la Convention en favorisant la création de partenariats et l'intervention d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales. Il a organisé un atelier régional sur la mise en œuvre de l'article 6 de la Convention en Amérique latine et dans les Caraïbes et il a soumis au SBI, à sa trente-troisième session, les rapports des trois ateliers régionaux tenus à ce jour pour le bilan intermédiaire des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi modifié<sup>17</sup>.

53. Le programme s'est employé à assurer la transition entre la phase pilote de l'établissement d'un centre d'échange d'informations sur les réseaux d'information (CC:iNet) et sa mise en place définitive<sup>18</sup>. Il a coordonné le programme de bourses de perfectionnement du secrétariat en vue de contribuer au renforcement des capacités permettant de faire face aux changements climatiques dans les Parties non visées à l'annexe I, notamment les petits États insulaires en développement et les PMA. Quatre jeunes spécialistes ont ainsi bénéficié de bourses entre décembre 2009 et avril 2010 et ont

<sup>13</sup> Un atelier, à l'intention des PMA francophones, a eu lieu à Bamako (Mali), du 8 au 12 février 2010. Le deuxième, à l'intention des PMA d'Asie, a eu lieu à Vientiane (République démocratique populaire lao), du 4 au 8 mai 2010.

<sup>14</sup> Peut être consulté à l'adresse: <http://unfccc.int/354.php>.

<sup>15</sup> Le guide ressources pour l'élaboration des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I peut être consulté à l'adresse: [http://unfccc.int/essential\\_background/background\\_publications\\_htmlpdf/items/2625.php](http://unfccc.int/essential_background/background_publications_htmlpdf/items/2625.php).

<sup>16</sup> Cambodge, Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

<sup>17</sup> Documents FCCC/SBI/2010/2, FCCC/SBI/2010/3 et FCCC/SBI/2010/9.

<sup>18</sup> Voir l'adresse [http://unfccc.int/cc\\_inet/items/3514.php](http://unfccc.int/cc_inet/items/3514.php).

entrepris des projets de recherche au secrétariat sur la sensibilisation du public, les inventaires de GES et les techniques d'adaptation. Le programme de bourses est entré dans sa troisième phase en juin 2010. Enfin, une brochure sur la participation des jeunes au processus de négociation au titre de la Convention a été publiée sous les auspices de l'initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques.

## D. Adaptation, technologie et travaux scientifiques

54. Le programme sur l'adaptation, la technologie et les travaux scientifiques (ATTS) aide les Parties à répondre aux besoins et aux préoccupations qui leurs sont propres au sujet des effets des changements climatiques, de la vulnérabilité et de l'adaptation à ces changements et de l'impact des mesures de riposte. Il soutient en outre le processus de la Convention en favorisant la mise au point et le transfert de technologies et en améliorant les fondements méthodologiques et scientifiques de la politique et de l'action internationales des Parties dans le domaine du climat, et notamment des mesures destinées à réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (initiative REDD). Il coordonne l'appui apporté au SBSTA, contribuant ainsi à son bon fonctionnement.

55. Pendant la période considérée, le programme ATTS a continué d'appuyer les négociations sur l'adaptation, les mesures de riposte et leurs éventuelles conséquences. Le maintien de la participation d'un large éventail de partenaires au programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements s'est traduit par une augmentation du nombre des organisations associées à ce programme de travail et des annonces de mesures<sup>19</sup>. Afin de faciliter la mise en commun des connaissances et l'apprentissage et de favoriser l'adoption de mesures d'adaptation, le programme a préparé plusieurs documents et publications, organisé deux ateliers techniques et élaboré des bases de données conviviales comme le recueil FCCC des méthodes et outils permettant d'évaluer les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements<sup>20</sup>.

56. Le programme a aidé les Parties à faire avancer les négociations sur le développement et le transfert de technologies et à préparer des rapports à l'appui de l'examen, par le SBI, de l'efficacité de l'application de l'alinéa *c* du paragraphe 1 et du paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention. Il a facilité la mise en œuvre du cadre pour le transfert de technologies et a continué d'aider le Groupe d'experts du transfert de technologies à exécuter son programme de travail en temps utile et à dialoguer avec les représentants du secteur privé. Il s'est mis en rapport avec les pays en développement Parties en vue de l'évaluation de leurs besoins en matière de technologie et a collaboré avec le PNUD pour la mise à jour du manuel intitulé *Les besoins technologiques en vue de faire face aux changements climatiques*<sup>21</sup> ainsi qu'avec le PNUE/FEM pour l'élaboration du programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies. Il a continué de s'employer à rendre les Parties mieux à même d'élaborer des projets de transfert de technologies à financer, notamment en organisant des ateliers régionaux de formation. En matière de développement et de transfert de technologies, le programme a collaboré à différentes actions avec l'Agence internationale de l'énergie, le PNUE, l'ONUDI, l'Office européen des brevets, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Institut des

<sup>19</sup> Voir l'annexe III, tableau 22.

<sup>20</sup> Disponible à l'adresse <http://unfccc.int/5457.php>.

<sup>21</sup> Disponible à l'adresse <http://unfccc.int/ttclear/jsp/TNAHandbook.jsp>.

Nations Unies pour la formation et la recherche. Enfin, il a continué de gérer et mettre à jour le mécanisme d'échange d'informations sur les technologies (TT:CLEAR).

57. Le programme a continué d'appuyer les négociations sur différentes questions liées aux aspects scientifiques, techniques et socioéconomiques des mesures d'atténuation, y compris sur l'initiative REDD, le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, les démarches sectorielles et les mesures par secteur et les émissions provenant des carburants utilisés pour les transports internationaux. Il a organisé une réunion informelle d'experts sur les moyens de mieux coordonner le renforcement des capacités en vue de l'utilisation des orientations et des directives du GIEC<sup>22</sup> et a continué de perfectionner et de gérer le site Web de l'initiative REDD<sup>23</sup> afin de faciliter la mise en commun d'informations et d'expériences.

58. Le quatrième dialogue sur l'évolution des activités de recherche en rapport avec les besoins de la Convention a été organisé par le programme à l'occasion de la session du SBSTA<sup>24</sup> avec la participation d'un nombre accru de Parties compte tenu des mandats confiés au SBSTA. Il a contribué à améliorer la communication entre les Parties et les programmes et organismes de recherche, dont le GIEC, et à recenser les recherches à entreprendre au titre de la Convention. Le programme a collaboré étroitement avec le GIEC, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et ses programmes pertinents, des programmes et organismes régionaux et internationaux de recherche sur les changements mondiaux, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et le Secrétariat de l'ozone pour faciliter l'échange d'informations à l'appui du processus de la Convention. Il a également collaboré avec la FAO, le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale pour rendre les pays en développement mieux à même de prendre des mesures dans le cadre de l'initiative REDD et dans l'agriculture, et avec l'Organisation maritime internationale et l'Organisation internationale de l'aviation civile pour informer les Parties des travaux pertinents réalisés par ces organisations dans le domaine des transports aériens et maritimes internationaux.

## **E. Mécanismes pour un développement durable**

59. Pendant la période considérée, le programme relatif aux mécanismes pour un développement durable a continué de s'occuper essentiellement de superviser la mise en œuvre des mécanismes fondés sur l'exécution de projets au titre du Protocole de Kyoto, à savoir le Conseil exécutif du MDP et le Comité de supervision de l'application conjointe.

60. Pour apporter à ces deux organes une aide plus efficace, le programme relatif aux mécanismes pour un développement durable a été restructuré de fond en comble. Il est désormais plus étroitement aligné sur les processus qui sont mis en œuvre au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) et de l'application conjointe et qui concernent la mise au point et l'application de méthodologies et de normes ainsi que l'évaluation d'entités et de projets agréés. Cette nouvelle structure facilite l'examen des problèmes rencontrés par les parties prenantes à ces deux mécanismes.

61. Pendant la période considérée, conformément au plan de gestion du MDP pour 2010, des dispositions ont été prises en vue de 15 réunions du Conseil exécutif du MDP et de ses groupes d'étude et groupes de travail. Il a fallu pour cela élaborer et publier quelque

<sup>22</sup> Disponible à l'adresse [http://unfccc.int/methods\\_science/redd/items/5603.php](http://unfccc.int/methods_science/redd/items/5603.php).

<sup>23</sup> Disponible à l'adresse [http://unfccc.int/methods\\_science/redd/items/4531.php](http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php).

<sup>24</sup> Des informations sur le dialogue organisé lors de la trente-deuxième session du SBSTA sont disponibles à l'adresse [http://unfccc.int/methods\\_and\\_science/research\\_and\\_systematic\\_observation/items/5609.php](http://unfccc.int/methods_and_science/research_and_systematic_observation/items/5609.php).

970 documents. Le programme a continué de faciliter le dialogue sur les mécanismes fondés sur l'exécution de projets en organisant six ateliers de coordination et/ou de formation. La communication et la transparence ont encore été améliorées grâce au développement du site Web du MDP<sup>25</sup> et du catalogue des décisions du MDP<sup>26</sup> et par la participation à des réunions avec les parties prenantes. La page d'accueil du bulletin du MDP<sup>27</sup> a été régulièrement mise à jour<sup>28</sup> et le programme a continué de gérer les opérations courantes du registre du MDP en ouvrant des comptes et en validant des transactions. Il a collaboré avec des partenaires dans le contexte du Cadre de Nairobi<sup>29</sup> en vue d'encourager une répartition régionale équitable des activités de projet au titre du MDP, notamment en développant le «Bazar du MDP»<sup>30</sup>.

62. Le programme a appuyé l'enregistrement de 263 activités de projet au titre du MDP<sup>31</sup> et la délivrance de 46,7 millions d'unités de réduction certifiée des émissions<sup>32</sup>. Il a facilité l'adoption, par le Conseil exécutif du MDP, des procédures et des directives révisées concernant l'enregistrement des programmes d'activités du MDP et la publication de la première demande d'enregistrement d'un programme d'activités. Des mesures ont été prises pour que les contrôles de la bonne exécution des travaux soient faits en temps utile et que le Conseil exécutif reçoive toutes les informations relatives à l'évaluation des projets. Le programme a continué de multiplier les informations fournies sur l'enregistrement et la délivrance par l'intermédiaire du site Web du MDP<sup>33</sup>, ce qui a pour effet de réduire le nombre de demandes sur la gestion des processus internes. Pendant la période considérée, toutes les méthodes nouvelles ont été intégralement appliquées selon les procédures et les échéanciers établis. Des données statistiques sur l'élaboration de méthodes et de normes ainsi que sur l'enregistrement, la délivrance et l'accréditation, sont données au tableau 23 de l'annexe III, sous l'objectif 1.

63. Des dispositions ont été prises concernant trois réunions du Comité de supervision de l'application conjointe et trois réunions du Groupe d'experts de l'accréditation pour l'application conjointe. Le manque de fonds pour l'application conjointe a été l'un des principaux sujets examinés à la réunion du Comité de supervision tenue en juin. Compte tenu de la situation, le Comité de supervision a décidé d'annuler sa réunion suivante, de se réunir à nouveau en octobre et de rechercher des moyens de réduire les dépenses tout en attirant l'attention des Parties sur ce problème de financement. Des statistiques détaillées relatives à l'application conjointe figurent au tableau 23 de l'annexe III, sous l'objectif 2.

64. Le programme a également continué de jouer un rôle non négligeable en appuyant les négociations intergouvernementales sur les mécanismes faisant jouer les lois du marché.

65. Parmi les défis qu'il a fallu relever, on citera la mise en place de la nouvelle structure et le travail qu'il a fallu fournir pour réduire le nombre de dossiers en suspens à traiter pour des projets au titre du MDP. Depuis qu'a été mis au point et adopté un contrat-

<sup>25</sup> Le site Web du MDP qui peut être consulté à l'adresse <http://cdm.unfccc.int/index.html> est accessible, en moyenne mensuelle, à plus de 20 000 utilisateurs désignés parmi les 123 000 visiteurs uniques; environ 26 000 dossiers sont téléchargés chaque mois.

<sup>26</sup> Voir l'adresse <http://cdm.unfccc.int/Reference/catalogue/search>.

<sup>27</sup> Voir l'adresse <http://cdm.unfccc.int/CDMNews/rss.html>.

<sup>28</sup> Plus de 800 000 visiteurs ont été dénombrés au cours de la période considérée.

<sup>29</sup> Voir l'adresse [http://cdm.unfccc.int/Nairobi\\_Framework/index.html](http://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html).

<sup>30</sup> Voir l'adresse <http://www.cdmbazaar.net>.

<sup>31</sup> Le nombre de projets enregistrés à ce jour (23 juin 2010) totalise 2 300.

<sup>32</sup> Le nombre d'unités de réduction certifiée des émissions délivrées à ce jour (23 juin 2010) totalise 421 millions.

<sup>33</sup> Voir les adresses <http://cdm.unfccc.int/Registry/index.html>; <http://cdm.unfccc.int/Issuance/index.html>.

cadre, il est possible de faire appel à des compétences extérieures pour éponger l'arriéré de travail et faire face aux périodes de pointe concernant les demandes d'évaluation. Par ailleurs, le processus de recrutement pour les 51 postes supplémentaires à pourvoir approuvés par le Conseil exécutif à ses cinquante-deuxième et cinquante-quatrième réunions a été accéléré. Pendant la période considérée, le nombre de fonctionnaires engagés pour une durée déterminée est passé de 102 à 124<sup>34</sup>.

## **F. Affaires juridiques**

66. Le Programme des affaires juridiques fournit des conseils et des orientations aux Parties, aux organes de la Convention et du Protocole de Kyoto et au secrétariat pour que la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto, la conduite des processus intergouvernementaux connexes et les activités du secrétariat soient conformes aux prescriptions juridiques, institutionnelles et de procédure. Il fournit aussi des avis et un appui au Comité de contrôle du respect des dispositions pour que le mécanisme de contrôle du respect des dispositions fonctionne efficacement et contribue à l'intégrité environnementale du Protocole de Kyoto et à la crédibilité des mécanismes fondés sur le jeu du marché.

67. Pendant la période considérée, le Président et le Bureau de la COP et de la CMP, les bureaux et les présidences des organes subsidiaires et les présidences des organes constitués, les Parties, le Secrétaire exécutif et les autres programmes du secrétariat ont sollicité et reçu des conseils sur diverses questions juridiques, institutionnelles et de procédure.

68. Le Conseil exécutif du MDP, le Comité de supervision de l'application conjointe, le Comité du respect des dispositions et le Conseil du Fonds pour l'adaptation ont reçu des avis juridiques concernant leurs travaux. Ces avis et cet appui ont permis aux divers organes de remplir efficacement leur mandat conformément aux dispositions de la Convention et du Protocole de Kyoto, aux règlements intérieurs applicables, aux exigences découlant de la Convention et au droit international général.

69. Des conseils et une aide ont été fournis aux Parties au sujet des négociations en cours pour un futur régime applicable aux changements climatiques. Le programme a évalué le statut juridique de l'Accord de Copenhague et a passé en revue les communications des Parties afin de déterminer si elles souhaitaient y être associées et être citées dans le préambule de l'accord. Le programme a également tenu un relevé interne précis et complet de toutes les communications reçues des Parties au sujet de l'accord et a tenu les autres programmes régulièrement informés de la situation.

70. Plusieurs questions de procédure et questions juridiques de fond ont été expliquées aux Parties au sujet des négociations, entre autres les questions en suspens relatives au projet de règlement intérieur et la question de la forme juridique du résultat obtenu au titre de l'AWG-LCA. Des propositions additionnelles de Parties relatives à un protocole à la Convention et à des amendements au Protocole de Kyoto ont été communiquées conformément aux dispositions juridiques pertinentes. Un appui a été fourni aux Parties en vue de l'élection et de la désignation des membres des bureaux des organes de la Convention et du Protocole.

---

<sup>34</sup> Pendant la période considérée, le secrétariat a également délivré 7 nouveaux contrats pour des personnels temporaires, 56 contrats pour 39 consultants, 22 contrats pour des experts chargés des examens sur dossier, 24 contrats pour des membres de l'équipe d'enregistrement et d'évaluation, 23 formulaires d'honoraires et de confidentialité pour des membres de l'équipe d'évaluation et des états de paie pour 6 responsables de dossiers.

71. Le programme a dispensé des conseils juridiques d'ordre technique, ainsi que des services d'appui, à la chambre d'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions, qui a entrepris l'examen d'une nouvelle question de mise en œuvre. Il a également établi un résumé de la jurisprudence relative aux conflits d'intérêts (document FCCC/7/2010/2)<sup>35</sup>, qui a été utilisé par la plénière du Comité de contrôle du respect des dispositions pour son débat sur les conflits d'intérêts.

72. Le programme s'est assuré que les accords juridiques auxquels le secrétariat est partie étaient conformes aux règles et règlements de l'ONU et aux prescriptions juridiques de la Convention. Aux sessions de juin 2010, il s'est employé, en temps utile, à résoudre les questions et problèmes juridiques posés à la suite de la quinzième session de la COP et au sujet du manquement aux directives relatives à la participation des représentants d'organisations non gouvernementales aux sessions des organes de la Convention (Guidelines for the participation of representatives of non-governmental organizations at meetings of the bodies of the United Nations Framework Convention on Climate Change).

73. Le programme a lancé sur le site Web de la Convention un bilan de diverses questions d'ordre juridique concernant en particulier la ratification de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'amendement à l'annexe B ainsi que le respect des dispositions. Les pages concernées ont été redessinées et actualisées de façon que ces informations juridiques soient plus aisément accessibles.

## **G. Services des affaires de la Conférence**

74. Le programme des services des affaires de la Conférence facilite la participation des Parties et des observateurs au processus intergouvernemental et assure la préparation logistique et le service des sessions, réunions et ateliers, ainsi que l'édition et le traitement des documents du secrétariat de la Convention. Il gère la base de données du secrétariat sur les points de contact et supervise les dispositions à prendre en matière de sécurité pour les conférences, en collaboration étroite avec le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU.

75. Au cours de la période considérée, le programme a pris des dispositions logistiques concernant notamment la sécurité et les moyens de faciliter la participation et l'enregistrement des Parties et des organisations ayant le statut d'observateur pour deux séries de sessions au total, dont les sessions du SBI, du SBSTA, de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA. Outre les séances plénières de ces organes, près de 2 000 réunions ont eu lieu à l'occasion de ces sessions, dont des réunions de groupes de contact, de groupes régionaux, de groupes de négociation, de délégations et d'organisations ayant le statut d'observateur, des réunions parallèles et des réunions avec les médias. En outre, 20 réunions d'avant et d'après session et 8 réunions préparatoires ont eu lieu pendant cette période. Le programme a traité un total de 429 demandes de soutien financier de Parties remplissant les conditions requises en vue de faciliter leur participation aux deux séries de sessions.

76. Pendant la période considérée, le programme a traité 120 candidatures au statut d'observateur présentées par des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales et a facilité l'affichage de 17 contributions d'OIG et d'ONG sur le site Web de la Convention. Les réunions parallèles et les expositions organisées dans le

---

<sup>35</sup> Disponible à l'adresse  
[http://unfccc.int/files/kyoto\\_protocol/compliance/plenary/application/pdf/cc\\_7\\_2010\\_2\\_summary\\_of\\_case\\_law\\_on\\_conflict\\_of\\_interest.pdf](http://unfccc.int/files/kyoto_protocol/compliance/plenary/application/pdf/cc_7_2010_2_summary_of_case_law_on_conflict_of_interest.pdf).

cadre des sessions ont de plus en plus de succès auprès des Parties et des organisations ayant le statut d'observateur. Au cours de la période considérée, le programme a facilité la tenue de 107 réunions et 62 expositions de ce type. En outre, il a offert des locaux à usage de bureaux et des salles de réunion aux organisations ayant le statut d'observateur et a donné à ces dernières la possibilité de faire 36 déclarations en plénière. Il a tenu des réunions régulières avec les agents de contact des neuf organisations ayant officiellement le statut d'observateur et a mis au point un instrument en ligne dans le but de faciliter la participation d'observateurs.

77. La mise au point et l'application d'un nouveau système d'enregistrement en ligne permet aux organisations autorisées de désigner les personnes chargées d'assister aux sessions organisées par le secrétariat. Ce système permet également aux OIG et aux ONG d'organiser la composition de leurs délégations et éventuellement d'en remplacer des membres selon leurs besoins, ce qui devrait faciliter la délivrance des badges.

78. En moyenne, une réunion prévue au titre de la Convention s'est tenue chaque jour ouvrable au cours de la période comprise entre janvier 2010 et juin 2010. Le programme a apporté son appui à 110 réunions et ateliers organisés à Bonn en assurant l'inscription préalable des participants, en facilitant les formalités de visa et en contribuant aux dispositions logistiques.

79. Au total, 205 documents représentant 3 801 pages ont été édités et traités par le programme entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2010, dont des documents à l'intention des organes délibérants et d'autres documents prescrits tels que des rapports d'examen. Le programme a réussi à soumettre tous les rapports d'examen dans les délais et tous les documents à l'intention des organes délibérants étaient disponibles en anglais avant chaque session. Cependant, vu la fréquence accrue des réunions, les délais fixés pour la traduction n'ont pas toujours pu être respectés. En prévision des sessions qui se tiendront à Cancún, le programme a collaboré étroitement avec les collègues de l'ONUG pour répondre à la demande des Parties tendant à faire en sorte que les documents clés, tels que les textes de négociation de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA, soient disponibles en temps voulu dans toutes les langues.

80. Les préparatifs de la treizième session de l'AWG-KP et de la onzième session de l'AWG-LCA, des trente-troisièmes sessions du SBI et du SBSTA, de la seizième session de la COP et de la sixième session de la CMP ont bien avancé pendant la période considérée et les accords à conclure avec les pays hôtes de ces réunions ont été conclus ou sont en passe de l'être. En outre, des démarches ont été entreprises auprès du pays susceptible d'accueillir la dix-septième session de la COP et la septième session de la CMP.

## **H. Services d'information**

81. Le programme des services d'information fournit au secrétariat «l'infrastructure» nécessaire dans les trois domaines suivants: communication et relations avec les médias, technologies de l'information et de la communication (TIC), et gestion des connaissances. Il fait en sorte que les travaux prescrits par les Parties puissent être mis à exécution à l'aide d'une infrastructure d'appui fiable et sûre en matière de TIC et que le site Web de la Convention soit constamment disponible et que les Parties aient facilement accès à la documentation, à l'information, aux données, aux délibérations et aux manifestations officielles. Il veille à ce que le grand public soit tenu informé des questions relatives aux changements climatiques par la diffusion de supports d'information et par les relations avec les médias.



82. Au cours de la période considérée, le programme a produit 9 330 exemplaires de six nouvelles publications et diffusé 12 000 exemplaires d'autres publications à l'occasion de conférences et par la poste. Des services de retransmission sur le Web ont été assurés pour deux réunions importantes et 10 réunions plus restreintes, ce qui a contribué à accroître la transparence du processus intergouvernemental et la participation virtuelle. La demande de tels services a été particulièrement forte pour la quinzième session de la COP. Au cours de la période considérée, ces retransmissions ont été visionnées par 415 508 personnes.

83. Au cours de la période considérée, les utilisateurs du site Web de la Convention ont consulté 73,5 millions de pages et téléchargé 14 millions de fichiers au format PDF (portable document format). Au total, 1 500 utilisateurs ont téléchargé l'application révisée «negociator» de l'iPhone pendant les sessions des organes subsidiaires tenues en juin 2010. Le secrétariat a distribué à 18 000 abonnés deux numéros de son bulletin d'information électronique en anglais et en espagnol. Les vidéos présentées en ligne sur YouTube ont été visionnées 147 000 fois. Au total, 4 300 personnes ont activement utilisé la plate-forme Facebook du secrétariat pour échanger des informations et 5 500 personnes ont pris connaissance des informations communiquées par le secrétariat via Twitter. Le portail photo du secrétariat sur Flickr réunit un groupe actif d'utilisateurs qui échangent des photos concernant essentiellement les changements climatiques et les conférences organisées avec l'aide du secrétariat.

84. Le programme a collaboré étroitement avec les médias pour faire mieux comprendre les changements climatiques et veiller à ce que les médias en rendent compte de manière précise. Au cours de la période considérée, il a répondu à 1 302 demandes d'information des médias, a préparé 65 discours et articles et 28 communiqués de presse et a organisé 366 entretiens. Dans le cadre de sa série d'ateliers à l'intention de journalistes des pays en développement, il a organisé un nouvel atelier en juin 2010.

85. Au cours de la période considérée, le secrétariat a entrepris de centraliser ses services de systèmes d'information afin de réduire les doubles emplois et de bénéficier d'une structure plus solide de pilotage informatique, d'une sécurité accrue au niveau des TIC et de l'application des pratiques les meilleures en vigueur à l'échelle du secrétariat à la conception et à la mise en œuvre des systèmes d'information. Les travaux entrepris au cours de l'exercice 2010-2011 en vue de la création d'un programme de services informatiques devraient prendre fin dans le courant de l'exercice 2012-2013.

86. Le programme a maintenu en état une infrastructure de réseaux et des services de TIC fiables et sûrs qui ont permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Des services de TIC ont été fournis à l'occasion des sessions des organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto et de 35 ateliers et autres réunions plus restreintes, mais aussi aux systèmes d'information autorisés parmi lesquels la base de données sur les gaz à effet de serre de la Convention, la base de données de compilation et de comptabilisation, l'interface de données sur les gaz à effet de serre, les systèmes d'information du MDP et de l'application conjointe et le registre du MDP, ainsi qu'à des systèmes à l'échelle du secrétariat tels que le système de gestion des contenus sur le Web et le système de gestion des fichiers.

## **I. Services administratifs**

87. Le programme des services administratifs fournit des services d'appui central pour la gestion des ressources humaines et financières du secrétariat, l'élaboration des politiques et directives administratives, les marchés publics, la gestion des locaux et l'organisation des voyages. Il assure également la liaison avec l'ONUG et le Secrétariat de l'ONU pour les questions administratives et avec le Gouvernement allemand pour les questions relatives à l'application de l'Accord de Siège.

88. Pendant la période considérée, le programme a facilité les travaux du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU aux fins de la vérification des états financiers correspondant à l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2009. Le secrétariat a également entrepris d'appliquer les recommandations de l'audit. Avec l'aide du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU, le programme a participé à la conduite d'un audit interne portant sur le recrutement et les prestations dues au personnel et a facilité l'exécution des mesures prises pour donner suite aux audits internes conduits en 2008 et 2009 sur les dispositions relatives à la mise en œuvre du MDP, la gestion des conférences et des documents, la gestion de la sécurité et de la direction des TIC, et la gestion des achats. Il a entrepris d'améliorer les processus administratifs et financiers de manière à les aligner, d'ici quelques années, sur les normes comptables internationales pour le secteur public.

89. Le programme a contribué aux efforts fructueux entrepris en vue de recueillir des fonds pour l'organisation de sessions supplémentaires et le maintien de l'aide fournie aux participants. Il est resté en contact avec les Parties pour les aviser du montant indicatif des contributions et recueillir les montants dus. Il a exécuté les activités requises pour la gestion du budget au début de l'exercice et s'est occupé du traitement des comptes et des rapports concernant la quinzième session de la COP.

90. De nombreuses mesures ont été prises pour faciliter le recrutement en temps utile de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité et les fidéliser. Les efforts fournis pour améliorer la répartition géographique et la parité hommes-femmes dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur se sont traduits par un accroissement de la proportion de fonctionnaires originaires de Parties non visées à l'annexe I et de la proportion de femmes<sup>36</sup>. Au total, 51 postes ont été affichés entre janvier et juin 2010. Dans le cadre d'un processus de rétro-information «à 360°» appliqué aux administrateurs, le programme a appuyé l'élaboration de plans de développement personnel et organisé des cours d'accompagnement personnalisé et de formation. Il a également lancé un examen du système de sélection du personnel appliqué par le secrétariat et l'élaboration d'une stratégie de dotation en personnel. Un système électronique d'appréciation du travail fourni a été mis en place à l'échelle du secrétariat et des cours de formation ont été organisés pour améliorer les résultats obtenus.

91. En matière d'achats, 289 commandes d'une valeur de 8,4 millions de dollars ont été passées au cours de la période considérée, ce qui, respectivement, représente 45 et 31 % de plus que pendant la période comprise entre janvier et juin 2008. Par ailleurs, 1 410 voyages ont été organisés à l'intention de participants et d'experts bénéficiant d'un financement qui se sont rendus à 72 réunions au total, soit une augmentation de plus de 40 % par rapport aux six premiers mois du dernier exercice. Alors que le volume des achats et des voyages a continué d'augmenter, l'enquête menée sur le degré de satisfaction des voyageurs montre que plus de 90 % d'entre eux ont qualifié de «bons», voire «excellents», les services qui leur ont été assurés et que les non-satisfaits étaient moins de 5 %.

92. En juin 2010, le programme a mené à bien les mesures prises pour optimiser l'occupation des bureaux, notamment par un déménagement partiel des programmes au Campus des Nations Unies, de manière à pouvoir absorber la croissance du secrétariat jusqu'à la fin de 2011, date à laquelle l'aménagement des nouveaux bureaux au Campus des Nations Unies devrait être achevé.

---

<sup>36</sup> Voir l'annexe I, par. 2.

#### **IV. Informations supplémentaires**

93. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat et à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires.

## Annexe I

[English only]

## Human resources

## A. Staff

1. There are 452.5 established posts, of which 140.5 posts are in the approved staffing table of the core budget and 312 posts under the Trust Fund for Supplementary Activities, the Trust Fund for the Clean Development Mechanism, the Trust Fund for the International Transaction Log, the Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany and programme support costs (overheads) (see table 14). As at 30 June 2010, 320 staff members had been appointed against established posts, in addition to 33 Professional and 50 General Service level staff members hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff to 403.

Table 14

## Comparison of established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2010

	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Sub-total	GS	Total
<i>Core budget</i>											
Approved	1	3	5	12	26	32	12		91	49.5	<b>140.5</b>
Filled <sup>a</sup>	1	3	3	11	23	27	8		76	43	<b>119</b>
<i>Supplementary</i>											
Approved		1	1	1	5	10	9		27	13	<b>40</b>
Filled		1	1	1	5	8	8		24	8	<b>32</b>
<i>CDM</i>											
Approved			1	4	18	46	66	1	136	58	<b>194</b>
Filled				3	11	28	35	1	78	34	<b>112</b>
<i>ITL</i>											
Approved					3	2			5	2	<b>7</b>
Filled					3	2			5	2	<b>7</b>
<i>Bonn Fund</i>											
Approved						1	1		2	6	<b>8</b>
Filled									0	4	<b>4</b>
<i>Overhead</i>											
Approved			1	2	3	10	4		20	43	<b>63</b>
Filled			1	2	2	8	3		16	30	<b>46</b>
<i>Total</i>											
Approved	1	4	8	19	55	101	92	1	281	171.5	<b>452.5</b>
Filled	1	4	5	17	44	73	54	1	199	121	<b>320</b>

*Abbreviations:* ASG = Assistant Secretary-General, Bonn Fund = Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany, CDM = Trust Fund for the Clean Development Mechanism, Core budget = Trust Fund for the Core Budget of the UNFCCC, D = Director, GS = General Service, ITL = Trust Fund for the International Transaction Log, P = Professional, Supplementary = Trust Fund for Supplementary Activities.

<sup>a</sup> Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

2. The secretariat has continued to improve on its efforts in relation to geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible. Information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above is provided in table 15. The distribution of staff members appointed at the Professional level and above, between Parties included in Annex I to the Convention and non-Annex I Parties and by gender, is shown in table 16. From July 2009 to June 2010, the percentage of female staff increased by 5 per cent, to 40 per cent. The percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels also increased by 5 per cent, from 51 per cent to 56 per cent.

Table 15

**Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2010**

<i>Grade</i>	<i>Africa</i>	<i>Asia and the Pacific</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Eastern Europe</i>	<i>Western Europe and other States</i>	<i>Total</i>
ASG					1	1
D-2	1	1			2	4
D-1	2	1		1	1	5
P-5	5	3	1	2	6	17
P-4	5	8	6	5	20	44
P-3	5	27	9	9	23	73
P-2	4	23	13	2	12	54
P-1					1	1
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>63</b>	<b>29</b>	<b>19</b>	<b>66</b>	<b>199</b>
Percentage of total	11.1	31.7	14.6	9.5	33.1	100

*Abbreviations:* ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

Table 16

**Distribution of staff members appointed at the Professional level and above, between Annex I and non-Annex I Parties and by gender**

<i>Grade</i>	<i>Annex I</i>	<i>Non-Annex I</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
ASG	1		1	
D-2	2	2	4	
D-1	2	3	3	2
P-5	8	9	13	4
P-4	26	18	30	14
P-3	33	40	39	34
P-2	15	39	28	26
P-1	1		1	
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>111</b>	<b>119</b>	<b>80</b>
Percentage of total	44.2	55.8	59.8	40.2

*Abbreviations:* ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

## B. Consultants and individual contractors

3. Between 1 January 2010 and 30 June 2010 a total of 90 individual consultants and contractors were hired. They provided a combined total of 140.3 working months at a total cost of USD 841,497 under all sources of funding. Table 17 provides information on how services were distributed among the various programmes.

Table 17

### Services of individual consultants and contractors by programme, 1 January to 30 June 2010

<i>Programme</i>	<i>Person-months</i>	<i>Cost (USD)</i>
Executive Direction and Management	0.9	6 229
Reporting, Data and Analysis	3.8	32 281
Financial and Technical Support	12.2	99 124
Adaptation, Technology and Science	7.3	60 697
Sustainable Development Mechanisms	31.3	205 667
Legal Affairs	5.9	29 313
Conference Affairs Services	35.6	160 579
Information Services	16.2	123 901
Administrative Services	27.1	123 706
<b>Total</b>	<b>140.3</b>	<b>841 497</b>

## Annexe II

[English only]

**Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary  
Activities in the biennium 2010–2011**

Table 18

**Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2010–2011**

(United States dollars)

<i>Project</i>	<i>Income<sup>a</sup></i>	<i>Expenditure</i>	<i>Balance</i>
<b>Executive Direction and Management</b>			
Preparatory workshops for negotiators from developing countries on the Bali Road Map in the lead-up to the sixteenth session of the Conference of the Parties (COP) and the sixth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol	35 182	5 202	29 980
Support to the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention and the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol (conference, substantive and information services support)	6 551 539	5 020 611	1 530 928
<b>Reporting, Data and Analysis</b>			
Development and maintenance of the database system for the annual compilation and accounting of emissions inventories and assigned amounts under the Kyoto Protocol	336 731	85 217	251 513
Software development and support to CRF Reporter software	33 641	16 515	17 126
Activities to support the expert review process under the Convention and its Kyoto Protocol: training for expert review teams and meetings of lead reviewers	1 195 647	133 495	1 062 152
Information technology governance	36 017	36 017	–
<b>Financial and Technical Support</b>			
Support to national communications of non-Annex I Parties	136 309	2 520	133 790
Support to the Least Developed Countries Expert Group for 2010–2011	857 127	661 192	195 935
Support to financial cooperation and enhanced provision of financial resources	492 077	77 426	414 651
Support to the implementation of national greenhouse gas inventories and related activities by non-Annex I Parties, including national forest monitoring systems	593 227	180 174	413 054
UNFCCC fellowship programme	260 515	74 029	186 485
Support to capacity-building for developing countries	258 659	65 141	193 518
Organization and facilitation of thematic regional workshops to support the implementation of the amended	381 234	102 848	278 386

<i>Project</i>	<i>Income<sup>a</sup></i>	<i>Expenditure</i>	<i>Balance</i>
New Delhi work programme on Article 6 of the Convention			
National economic, environment and development studies for climate change	285 941	236 742	49 199
<b>Adaptation, Technology and Science</b>			
Support for implementing the programme of work of the Expert Group on Technology Transfer and the framework for meaningful and effective actions to enhance the implementation of Article 4, paragraph 5, of the Convention	1 084 028	401 325	682 702
Implementation of the Buenos Aires programme of work on adaptation and response measures (decision 1/CP.10)	184 538	5 348	179 191
Activities relating to land use, land-use change and forestry: reducing emissions from deforestation and forest degradation, enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	641 097	212 464	428 633
Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change (decision 2/CP.11)	1 305 246	730 408	574 838
Support to activities relating to scientific, technical and socio-economic aspects of mitigation of climate change	12 827	9 755	3 072
<b>Sustainable Development Mechanisms</b>			
Resource requirements for activities related to Article 6 of the Kyoto Protocol (joint implementation) <sup>b</sup>	1 239 454	1 239 454	–
<b>Legal Affairs</b>			
Handbook on the UNFCCC	48 842	–	48 842
Support to the Compliance Committee	650 982	153 651	497 331
<b>Information Services</b>			
UNFCCC website: development of a Spanish portal	269 769	23 121	246 648
Climate change information outreach activities and products	313 112	163 317	149 795
Developing country media training in the run-up to COP 17 in South Africa	88 716	69 744	18 972
Information Technology Services	630 000	59 360	570 640
<b>Other expenditures</b>			
Junior Professional Officers	910 633	328 955	581 678
Cooperation with the United Nations Headquarters	82 585	82 585	–
<b>Total</b>	<b>18 915 675</b>	<b>10 176 616</b>	<b>8 689 860</b>

<sup>a</sup> Note that not all income available under the Trust Fund has been allocated to projects.

<sup>b</sup> Includes funds advanced from the Trust Fund which will be replenished upon receipt of additional income.



## Annexe III

[English only]

**Programme performance data for the period 1 January 2010 to 30 June 2010**

Table 19

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme**

**Objective 1: To enhance the secretariat's responsiveness to the needs of Convention and Kyoto Protocol bodies and to enhance the coherence of its work in order to facilitate the efficient and effective implementation of the Convention**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat responds to the priorities of, and requests by, Parties and supports emerging issues, including those that relate to agreed outcomes under the Bali Road Map	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 330 mandates required the secretariat to deliver outputs during the reporting period, including some that required ongoing output delivery. In over 99 per cent of cases outputs had been fully delivered or output delivery was ongoing. One mandate was not delivered due to insufficient funding. Ninety-three per cent of the outputs were delivered on time. Delays were mostly relating to the availability of documents in the required languages.
	Level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat	Information on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011 <sup>b</sup>
Activities undertaken are coherent across programmes. The strategic objectives of programmes and the distribution of tasks and responsibilities among the programmes are clear	The members of the secretariat management consult with each other and take decisions on a regular basis (bilaterally and in management bodies)	The secretariat management team (MT) met 11 times during the reporting period  The Executive Secretary held bilateral meetings with MT members

**Objective 2: To ensure secretariat support for the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP), thus enabling progress to be made in the intergovernmental process**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Climate change intergovernmental meetings provide a forum for taking decisions and advancing the process of responding to climate change		

Presidents of the COP and the COP Bureau are kept informed and able to carry out their functions effectively	Level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support	Information on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011
The high-level segment provides political impetus to the intergovernmental process	Number of agenda items unresolved before and after the high-level segment	Data for this indicator will be collected at COP 16 and CMP 6

**Objective 3: To ensure effective communication and outreach on the intergovernmental process and close liaison with Parties and intergovernmental organizations, which will enhance the contribution of all stakeholders to the implementation of the Convention**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Information on the UNFCCC process is effectively communicated by the secretariat	Frequency of reference in the media to the UNFCCC messages issued during the COP sessions	A total of 1,306 press items relating to COP 14, have been identified through an analysis of print, and broadcast media in all world regions. The number of press items relating to COP 15 was almost five times higher (6,247). Twenty-three per cent of the media items relating to COP 15 referenced UNFCCC's top message, as compared with only 20 per cent relating to COP 14
	Number and duration of visits to the UNFCCC website and the volume of content downloads	A total of 5.5 million users accessed the website < <a href="http://unfccc.int">http://unfccc.int</a> > and downloaded two terabytes of data, mostly portable document format files, during the reporting period. As at 30 June the UNFCCC e-newsletter had 18,000 subscribers, 12,500 for the English version and 5,500 for the Spanish version. The webcast service was used by some 750,000 people
Support provided by the United Nations and intergovernmental agencies to Parties in the implementation of the Convention is enhanced		

**Objective 4: To continue to develop the secretariat as a well managed, mature institution with a highly developed working environment and healthy working culture**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff representing a broad geographic spectrum and gender balance are recruited, trained and retained	Percentage of staff from non-Annex I Parties and women in posts in the Professional and higher levels	Fifty-six per cent of staff in the professional and higher levels are from non-Annex I Parties. Forty per cent of staff in the professional and higher levels are women
Internal processes function smoothly and staff are satisfied with their work and with management	Level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities	Information on the level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011

The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the CMP	Percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding	Sufficient funding was available for the delivery of more than 99 per cent of the mandated outputs
	Contribution rate to core budget (compared with the approved budget)	Sixty-five per cent of the indicative contributions for 2010 had been received by the secretariat by 30 June 2010
	Rate of contribution to the Trust Fund for Supplementary Activities	During the reporting period, the secretariat received USD 5.3 million in voluntary contributions from Parties against an initial requirement of USD 34,540,464 for the biennium. This amount was added to the carry-over from 2008–2009 in order to continue funding activities
Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process	Proportion of actual expenditure compared with the approved budget and available supplementary funds	The core budget as at 30 June 2010 had a budget implementation rate of 41.5 per cent for the year 2010, which is below the ideal implementation rate of 50 per cent. The actual expenditures incurred to support mandated supplementary funded activities as at the end of June 2010 amounted to USD 10.2 million, using contributions received this year and the carry-over from 2008–2009
	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the 13 open audit recommendations from the 2006–2007 biennium, one was overtaken by events and nine were fully implemented. The remaining three were under implementation, some of which are of an ongoing nature. The United Nations Board of Auditors did not categorize any recommendation as not implemented following its audit of the 2008–2009 biennium

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

<sup>b</sup> In order to reduce costs for data collection and to avoid possible 'survey fatigue' among recipients of questionnaires, data collection for some indicators will be undertaken only once during the biennium.

Table 20

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Reporting, Data and Analysis programme**

**Objective 1: To manage the reporting and review process under the Convention and its Kyoto Protocol (Article 12 of the Convention, Articles 5, 7 and 8 of the Kyoto Protocol, decisions 18/CP.8, 19/CP.8, 13/CP.9, 14/CP.11, 10/CP.13, 13/CMP.1, 15/CMP.1, 16/CMP.1, 17/CMP.1, 19/CMP.1, 20/CMP.1, 22/CMP.1, 24/CMP.1, 25/CMP.1 and 8/CMP.3)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to the fulfilment of reporting requirements and to the review of the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol by Annex I Parties	All greenhouse gas (GHG) inventories from Annex I Parties submitted on time in the biennium 2010–2011 are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames	GHG inventories from all Annex I Parties due by 15 April 2010 have been received and processed. The related review activities have been launched within the mandated time frames

<p>All national communications from Annex I Parties submitted by 1 January 2010 are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames</p>	<p>Fifteen out of 41 Annex I Parties submitted their national communications by 1 January 2010 and 24 more were received by 30 June 2010. Activities relating to the review of the submitted national communications were initiated during the reporting period and are to be completed within the mandated time frames</p>
---	---

**Objective 2: To provide authoritative quantitative information on the GHG emissions from Annex I Parties (Article 12 of the Convention, Articles 4, 7 and 8 of the Kyoto Protocol, decisions 18/CP.8, 19/CP.8, 13/CMP.1, 14/CMP.1, 15/CMP.1 and 22/CMP.1)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>Data reported by Parties under the Convention and its Kyoto Protocol are processed and stored in a technically sound manner, enabling efficient data management and use by all data systems in the UNFCCC secretariat</p>	<p>The GHG database and the compilation and accounting database hosted/managed by the Reporting, Data and Analysis programme (RDA) are operated and maintained without interruption</p>	<p>The GHG database and the compilation and accounting database were operated and maintained without interruption</p>
<p>Data reported by Parties under the Convention and its Kyoto Protocol are made publicly available in a timely and accurate manner; the UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data</p>	<p>The interlinkages among all relevant UNFCCC data systems (GHG database–compilation and accounting database–international transaction log) are kept operational without interruption</p> <p>The GHG database and the compilation and accounting database are able to produce all of the queries and reports required to support the reporting and review processes for Annex I Parties managed by RDA</p>	<p>The interlinkages between the GHG database, the compilation and accounting database and the international transaction log were kept operational without interruption</p> <p>The GHG database and compilation and accounting database were able to produce all the queries and reports required to support the reporting and review processes</p>
<p></p>	<p>The two key annual UNFCCC data reports (the GHG data reports and the compilation and accounting reports) have been considered by Parties at the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)</p>	<p>Two annual UNFCCC data reports are due to be considered by Parties at COP 16 and CMP 6. Preparatory work for these reports, the GHG data report containing GHG inventory data from Annex I Parties for the period 1990–2008 and the compilation and accounting report containing accounting data for Parties to the Convention with commitments inscribed in Annex B to the Kyoto Protocol for 2009, has been launched</p>
<p></p>	<p>All data-related inquiries received by the UNFCCC secretariat have been answered within one week</p>	<p>A total of 109 data-related inquiries were answered, all within one week of receipt</p>

The UNFCCC GHG data interface is kept operational and up to date in 2010–2011

Three updates of the interface are planned for 2010, compared with only one regular update in the previous years. The first update was made on 22 March 2010 and provided access to the final version of GHG data of 2009 from Annex I Parties and to data from new national communications and inventory data sets from 10 non-Annex I Parties. Preparations have been made for the second update

**Objective 3: To support the international transaction log as a foundation of the carbon market infrastructure (Articles 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol, decisions 2/CMP.1, 3/CMP.1, 5/CMP.1, 9/CMP.1, 11/CMP.1, 12/CMP.1, 13/CMP.1, 14/CMP.1, 15/CMP.1, 16/CP.10 and 22/CMP.1)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Carbon market infrastructure functions properly. Parties are able to access the international transaction log when using emissions trading and project-based mechanisms	International transaction log downtimes are kept to a minimum, in accordance with the agreed technical standards  The international transaction log is able to process all transactions coming from Parties within the time limits defined by the technical standards adopted by Parties  Information on the operation of the international transaction log and the registry systems of Parties is publicly available in accordance with the mandates given by Parties	International transaction log unplanned downtimes amounted to about 12 hours out of 4,380 hours during the reporting period, which amounts to 0.28 per cent of unavailability for the reporting period  The international transaction log was able to process all transactions coming from Parties within the time limits defined by the technical standards adopted by Parties  Information on the operation of the international transaction log and the registry systems of Parties was publicly available in accordance with the mandates given by Parties

**Objective 4: To support the development of decisions relating to measurement, reporting and verification for the post-2012 regime (decision 1/CP.13 (the Bali Action Plan))**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The development of a post-2012 regime that ensures robust measurement, reporting and verification of commitments and actions undertaken by Parties is facilitated	Provisions and guidelines enabling measurement, reporting and verification are developed in a timely manner  New requirements for the information systems managed by RDA (GHG database, compilation and accounting database, international transaction log) are identified; work on specification and implementation is launched	Preparatory work started in anticipation of the formal requests to the secretariat from the intergovernmental process

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

Table 21

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Financial and Technical Support programme**

**Objective 1: To increase the understanding of Parties of financial resources available to non-Annex I Parties and Parties with economies in transition for the funding of climate change initiatives, especially financial incentives to participate in the Convention and Kyoto Protocol processes, and options for funding to advance the future international response to climate change (Article 4, paras. 3, 4, 5, 7 and 9, Article 8, para. 2(b) and 2(c), and Article 11 of the Convention, Article 10(c), Article 11 and Article 12, para. 8, of the Kyoto Protocol, decisions 6/CP.7, 27/CP.7, 5/CP.9, 6/CP.9, 8/CP.10, 3/CP.11, 5/CP.11, 1/CP.12, 2/CP.12, 3/CP.12, 28/CMP.1, 5/CMP.2 and 1/CMP.3)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are provided on a regular basis with information on financial resources available to assist developing country Parties in implementing mitigation and adaptation measures	Proportion of mandated reports and technical papers provided to Parties in a timely manner  Number of visits to the section on the financial mechanism on the UNFCCC website	Two reports were provided to Parties during the reporting period, both in a timely manner. No technical paper was requested to be prepared during the reporting period  A total of 71,398 visits were made to the section on the financial mechanism on the UNFCCC website
Information on the implementation of guidance by the Conference of the Parties to the Global Environment Facility (GEF) and its implementing and executing agencies is made available	Number of reports prepared by the operating entity of the financial mechanism made available by the UNFCCC secretariat in a timely manner	No report was required to be made available during the reporting period
Parties are adequately supported in developing the operational modalities for financing that arise from the agreed outcomes under the Bali Road Map	Proportion of mandated technical papers prepared and activities carried out  Proportion of mandated outputs delivered on time	No technical paper was requested to be prepared during the reporting period  No outputs were mandated to be delivered during the reporting period

**Objective 2: To enhance the capacity of Parties and education, training and public awareness activities by Parties, in particular developing country Parties, for their active engagement and participation in implementing the Convention and its Kyoto Protocol (Article 6 of the Convention, Article 10(e) of the Kyoto Protocol, decisions 2/CP.7, 3/CP.7, 2/CP.10, 11/CP.8, 2/CP.10, 3/CP.10, 7/CP.10, 4/CP.12, 6/CMP.2 and 9/CP.13)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are regularly provided with information on progress, effectiveness and gaps in capacity-building for non-Annex I Parties and Parties with economies in transition to effectively monitor and evaluate the implementation of the framework for capacity-building in developing countries established under decision 2/CP.7 and the framework for capacity-building in countries with economies in transition established under decision 3/CP.7 (capacity-building frameworks)	Annual reports made available in a timely manner	No report was mandated to be delivered during the reporting period
The implementation of the capacity-building frameworks is facilitated through the operating entity (or entities) of the financial mechanism and with key implementing agencies, including United Nations agencies	Number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of UNFCCC mandates for capacity-building	A total of 17 partner agencies from the United Nations contributed to the implementation of UNFCCC mandates for capacity-building
Developing countries are supported in building capacity in order to participate in the Convention and its Kyoto Protocol processes in a regionally balanced manner	Number of people trained under the secretariat's fellowship programme and the secretariat's training programmes and workshops by geographical region	A total of four fellows were trained, including one from the Latin America and the Caribbean region, two from the Asia and Pacific region and one from the Eastern European region  A total of 483 workshop participants were trained, including 197 from the African region, 204 from the Asia and Pacific region, 77 from the Latin America and the Caribbean region and five from the Eastern European region

Parties are regularly provided with information on progress achieved by Parties and relevant organizations in implementing Article 6 of the Convention, in support of a mandated review of the implementation of the amended New Delhi work programme on Article 6 of the Convention	Reports made available in a timely manner	Three reports were made available, two with delays
Relevant organizations are mobilized to provide coordinated input to the amended New Delhi work programme	Number of organizations mobilized by the secretariat to provide input to the amended New Delhi work programme	A total of 59 organizations were mobilized
The information network clearing house (CC:iNet) is useful for enhancing exchange of information on activities under Article 6 of the Convention	Number of registered and unregistered users in different world regions	As at 30 June 2010 CC:iNet had a total of 184 registered users, including 20 from the African region, 25 from the Asia and Pacific region, 49 from the Latin America and the Caribbean region and 90 from the European region. Twenty-four users registered during the reporting period <sup>b</sup>
	Level of satisfaction with CC:iNet of users surveyed	Ninety-four per cent of users surveyed at the regional workshops found CC:iNet to be user-friendly and 75 per cent evaluated its overall usefulness as good to excellent

**Objective 3: To support non-Annex I Parties in preparing and submitting national communications and any other reporting requirements required for the implementation of the Convention (Article 4 and Article 12, para. 1, of the Convention, decisions 17/CP.8, 3/CP.8, 8/CP.11 and 1/CP.13 (the Bali Action Plan))**

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Non-Annex I Parties are regularly provided with information, guidelines, methods and tools for preparing and submitting their national communications	Proportion of mandated reports made available	The one report mandated to be made available during the reporting period was made available as mandated
	Amount of training materials and CD-ROMs distributed to Parties	Specialized software and related templates for activity data collection were distributed to 76 experts
Parties receive timely, comprehensive and accurate information on GEF support available or provided to non-Annex I Parties for the preparation of national communications	Proportion of mandated reports made available	The one report mandated to be made available during the reporting period was made available as mandated
	Proportion of outputs delivered on time	One output was mandated to be delivered during the reporting period. It was delivered on time



Support is provided to Parties in developing implementation modalities on long-term cooperative action under the Convention related to communication of information by non-Annex I Parties	Proportion of mandated technical papers/reports made available	No report was mandated to be delivered during the reporting period
	Proportion of mandated outputs delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period
Information communicated by non-Annex I Parties is easily accessible by all Parties		All national communications from non-Annex I Parties are available on the UNFCCC website. Six second national communications were received during the reporting period and were uploaded within two days upon their receipt

**Objective 4: To support the least developed country Parties in addressing their special needs and concerns with regard to funding and technical support under the Convention (Article 4, para. 9, of the Convention, decisions 2/CP.7, 5/CP.7, 3/CP.11, 4/CP.11, 8/CP.13 and 5/CP.14)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The work of the Least Developed Countries Expert Group (LEG) is facilitated	Number of LEG reports prepared and amount of information compiled in support of the work programme of the LEG	One LEG report was prepared during the reporting period. Data and information compiled in support of the LEG work programme include the results of a survey, updated data stored in four databases, and the contents of 15 working papers
	Number of LEG meetings held	One LEG meeting was held during the reporting period
Collaboration between the LEG and the GEF and its agencies is facilitated and Parties are kept informed of procedures for the implementation of national adaptation programmes of action (NAPAs) under the GEF	Number of joint activities between the GEF and the LEG facilitated by the secretariat	The secretariat facilitated two LEG workshops to which the GEF contributed
Least developed country (LDC) Parties are assisted in addressing their priority capacity-building needs	Number of LDC experts trained in the preparation and implementation of NAPAs through workshops, manuals, information documents, etc.	A total of 106 LDC experts were trained in two regional workshops, held in February 2010 in Bamako, Mali, and in May 2010 in Vientiane, Lao People's Democratic Republic
LDC Parties are assisted in implementing all elements of the LDC work programme	Number of requests by LDC Parties addressed by the LEG on elements of the LDC work programme	Four requests from LDC Parties for technical advice were received and responded to. Two requests from Parties that are not LDCs were also received and responded to

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

<sup>b</sup> Since it was technically impossible to retrieve the number of unregistered users the performance indicator will be adjusted in the next proposed biannual work programme of the secretariat.

Table 22

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Adaptation, Technology and Science programme**

**Objective 1: To support Parties in meeting their specific needs and concerns relating to the impacts of and vulnerability and adaptation to the adverse effects of climate change and relating to the impact of the implementation of response measures (Article 4, paras. 8 and 9, and Article 12 of the Convention, Article 2, para. 3, and Article 3, para. 14, of the Kyoto Protocol, decisions 5/CP.7, 9/CP.7, 10/CP.9, 1/CP.10, 1/CP.11, 2/CP.11, 1/CP.13 (the Bali Action Plan) and 31/CMP.1)**

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The implementation of provisions relating to the impacts of and vulnerability and adaptation to climate change and relevant provisions relating to adaptation resulting from agreed outcomes under the Bali Road Map is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 12 mandates required output delivery during the reporting period. Eleven mandates relate to ongoing support to the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change and include producing specific documents and holding meetings, catalysing action, and coordination and outreach services. One mandate relates to decision 1/CP.10. All mandated outputs were delivered and 75 per cent were delivered on time. The remaining 25 per cent comprises two slightly delayed documents and a delayed organization of one workshop due to the volcanic ash cloud that hindered air traffic over Europe in April 2010
	The number of organizations and networks participating in the Nairobi work programme and/or supporting the relevant provisions of an agreement on long-term cooperative action under the Convention	As at 30 June 2010, a total of 189 organizations and networks were actively participating in the Nairobi work programme. A total of 104 action pledges were submitted by 47 Nairobi work programme partner organizations
The implementation of provisions relating to the impact of the implementation of response measures is facilitated and the implementation of provisions on potential consequences is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The requested compilation of views from Parties on possible further action on the implementation of decision 1/CP.10 was made available on time

**Objective 2: To support and enhance cooperation among Parties on the development, deployment, diffusion and transfer of environmentally sound technologies and know-how. (Article 4, paras. 1, 3, 5, 7 and 8, Article 9 and Article 12 of the Convention, Article 10(c) of the Kyoto Protocol, decisions 4/CP.7, 10/CP.8, 6/CP.10, 1/CP.11, 6/CP.11, 3/CP.12, 1/CP.13, 3/CP.13 and 4/CP.13)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The implementation of the framework for meaningful and effective actions to enhance the implementation of Article 4, paragraph 5, of the Convention (technology transfer framework) and of relevant provisions of agreed outcomes under the Bali Road Map is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of six mandates required output delivery. The mandates relate to ongoing support to the implementation of the technology transfer framework and support to the review of Article 4, paragraphs 1(c) and 5, of the Convention. All mandated outputs were delivered, and 50 per cent were delivered on time. Three mandated documents were delayed due to late availability of data provided from external sources
	The number of activities from the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework implemented by the secretariat or with the contribution of the secretariat	Two activities from the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework have been implemented by or with the contribution of the secretariat during the reporting period: disseminating the UNFCCC publication <i>Preparing and Presenting Proposals: A Guidebook on Preparing Technology Transfer Projects for Financing<sup>b</sup></i> and making technology needs assessment reports available on the technology information clearing house (TT:CLEAR)
	The number of public- and private-sector entities and intergovernmental organizations involved in the implementation of the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework	All Parties are involved in the implementation of the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework. Thirteen public- and private-sector entities and intergovernmental organizations (the United Nations Development Programme, the United Nations Environment Programme, the United Nations Institute for Training and Research, the United Nations Industrial Development Organization, the Climate Technology Initiative/Private Financing Advisory Network, the World Intellectual Property Organization, the European Patent Office, the Energy Research Centre of the Netherlands, the United States National Renewable Energy Laboratory, infoDev, the International Energy Agency, the Global Environment Facility and the World Business Council for Sustainable Development) have contributed in the implementation of the set of actions
The work of the Expert Group on Technology Transfer (EGTT) is adequately supported	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of six mandates required output delivery. All mandated outputs were delivered on time
	Level of satisfaction of EGTT members with the secretariat's support of the work of the EGTT	Information on the level of satisfaction of EGTT members with the secretariat's support of the work of the EGTT will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011

<p>Authoritative and timely information on technology needs by non-Annex I Parties, as well as support offered and provided to meet these needs, is made available to Parties and stakeholders in a user-friendly manner</p>	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>One mandate required output delivery, namely to post technical needs assessment reports by non-Annex I Parties on TT:CLEAR. All reports received were posted in a timely manner</p>
	<p>Number of visits to the technology information clearing house (TT:CLEAR)</p>	<p>TT:CLEAR received a total of 87,339 visits</p>
	<p>Information contained in TT:CLEAR is updated at least before each session of the subsidiary bodies</p>	<p>Information contained in TT:CLEAR was updated prior to the thirty-second sessions of the subsidiary bodies</p>
	<p>Number of registered and unregistered users of TT:CLEAR in different world regions</p>	<p>A total of 1091 users were registered with TT:CLEAR as at 30 June 2010</p>
<p>Work on the methodological and scientific bases for long-term cooperative action to reduce emissions from deforestation and forest degradation in developing countries (REDD) is facilitated</p>	<p>Level of satisfaction of registered and unregistered users with TT:CLEAR</p>	<p>Information on the level of satisfaction of registered and unregistered users of TT:CLEAR will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011</p>
	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>A total of two mandates required output delivery. All required outputs were delivered on time</p>
<p>Work by Convention and Kyoto Protocol bodies on methodological and scientific matters is facilitated, including in the areas of land use, land-use change and forestry, mitigation of climate change, sectoral approaches, international aviation, maritime transport, and research and systematic observation</p>	<p>Number submissions posted on the REDD web platform</p>	<p>A total of 18 submissions were received and posted on the REDD web platform</p>
	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>A total of 10 mandates required output delivery. The mandates relate to research and systematic observation and cooperation with the Ozone Secretariat, the International Civil Aviation Organization and the International Maritime Organization. All the required output was delivered, 90 per cent being delivered on time. The delay relates to a document on cooperation with the Ozone Secretariat, which was delayed due to the late availability of external data</p>
	<p>Number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention</p>	<p>A total of 10 international and regional programmes and organizations took part in the research dialogue meeting held during the thirty-second session of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice</p>

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

<sup>b</sup> <<http://unfccc.int/ttclear/jsp/Guidebook.jsp>>.

Table 23

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme**
**Objective 1: To support and optimize the operation of the clean development mechanism**

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the Executive Board of the clean development mechanism (CDM) are organized efficiently and are well supported	Level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided by the programme for their work	Information on the level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with secretariat support will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011
	Proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the CDM Executive Board	A total of 25 documents were prepared by the secretariat on behalf of the Executive Board Chair and were published in accordance with the rules of procedure. Only one document (Annex 12, Draft CDM-MAP 2010 to EB52) was late for one meeting, due to an excess of work
The work of the CDM Executive Board on methodologies is facilitated	Level of satisfaction of the members of the Methodologies Panel, the Afforestation and Reforestation Working Group and the small-scale CDM working group with the support provided by the secretariat for their work	Information on the level of satisfaction of the members of the Methodologies Panel, the Afforestation and Reforestation Working Group and the small-scale CDM working group with the support provided by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011
	Proportion of new methodologies processed fully in accordance with the established procedures and timelines	All new methodologies were processed fully in accordance with the established procedures and timelines
	Proportion of requests for revisions of, clarifications to and deviations from approved methodologies processed fully in accordance with the procedures and timelines	A total of 91 requests for revisions of, clarifications to and deviations from approved methodologies were received. Ninety-eight per cent were processed fully in accordance with the established procedures and timelines
The registration of CDM projects and the issuance of certified emission reductions (CERs) are facilitated	Proportion of summary notes delivered to the CDM Executive Board within the specified timelines	The secretariat delivered a total of 521 summary notes to the CDM Executive Board in order to facilitate the registration of CDM projects and the issuance of CERs. One hundred per cent of the summary notes were delivered within the specified timelines

	<p>Proportion of project completeness checks conducted within the specified timelines</p>	<p>A total of 461 requests for registration were submitted. Due to the high influx of submissions for project registration no completeness check could be conducted within the specified timelines. Measures taken by the secretariat during the reporting period are expected to significantly increase the timeliness of the completeness checks with a view to meeting the specified timelines soon</p>
	<p>Proportion of issuance instructions acted upon within one month</p>	<p>A review of this indicator showed that the “proportion of issuance instructions acted upon within one month” is not a measure of the secretariat’s performance. A new indicator will be proposed in the work programme for the secretariat for the biennium 2012–2013</p>
<p>The operation of the CDM registry is facilitated</p>	<p>Total number of requests to forward CERs completed per month</p>	<p>A review of this indicator showed that the “total number of requests to forward CERs completed per month” is not a measure of the secretariat’s performance. A new indicator will be proposed in the work programme for the secretariat for the biennium 2012–2013</p>
	<p>Total number of requests to change the modalities of communication and status of project participants processed per month</p>	<p>A review of this indicator showed that the “total number of requests to change the modalities of communication and status of project participants processed per month” is not a measure of the secretariat’s performance. A new indicator will be proposed in the work programme for the secretariat for the biennium 2012–2013</p>
<p>The accreditation of operational entities by the CDM Executive Board is facilitated</p>	<p>Level of satisfaction of the members of the CDM Accreditation Panel, designated operational entities and applicant entities with the support provided by the programme for their work</p>	<p>Information on the level of satisfaction of the members of the CDM Accreditation Panel, designated operational entities and applicant entities with the support provided by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011</p>
	<p>Proportion of cases processed fully in accordance with the procedure for accrediting operational entities</p>	<p>All cases were processed fully in accordance with the procedure for accrediting operational entities</p>
	<p>Proportion of cases prepared for consideration by the CDM Executive Board and its Accreditation Panel fully in accordance with the accreditation procedures</p>	<p>The secretariat prepared a total of 85 accreditation cases for consideration by the CDM Executive Board and its Accreditation Panel. Ninety-six per cent of the cases were fully in accordance with the accreditation procedures. Three cases for presentation to the Accreditation Panel were delayed</p>

---

**Objective 2: To support and optimize the operation of joint implementation**

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the Joint Implementation Supervisory Committee (JISC) and of its panels, committees and working groups are organized efficiently and are well supported	<p>Level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided by the programme for their work</p> <p>Proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the JISC</p>	<p>Information on the level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011</p> <p>The secretariat made available a total of 22 meeting documents to the JISC. Ninety-five per cent of all meeting documents were made available fully in accordance with the rules of procedure. One document was delayed by one day</p>
The accreditation of independent entities (IEs) by the JISC is facilitated	<p>Level of satisfaction of the members of the JISC Accreditation Panel with the support provided by the programme for their work</p> <p>Proportion of applications for accreditation received in advance of a JISC Accreditation Panel meeting prepared for assignment to an accreditation team and processed fully in accordance with the procedure for accrediting IEs</p>	<p>Information on the level of satisfaction of the members of the JISC Accreditation Panel with the support provided by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011</p> <p>One application for accreditation was submitted by an independent entity, but the entity withdrew it before it was considered by the JISC Accreditation Panel</p>
The work of the JISC on the full project cycle of the joint implementation (JI) Track 2a procedure is facilitated	<p>Level of satisfaction of project participants, applicant/accredited IEs and JISC members with the support provided by the programme for the handling of JI Track 2 procedures</p> <p>Proportion of submissions and calls for input that are processed fully in accordance with established modalities and procedures</p>	<p>Information on the level of satisfaction of project participants, applicant/accredited IEs and JISC members with the support provided by the secretariat for the handling of JI Track 2 procedures will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011</p> <p>The secretariat received and processed a total of 22 project design documents, seven determination reports, 14 monitoring reports and 12 verification reports under the JI Track 2 procedures. The secretariat also administered 56 JI Track 1 projects. In addition, the secretariat launched two calls for public input related to experience with the JI verification procedure, materiality and changes during project implementation. One hundred per cent of all submissions and calls for input were processed in accordance with established modalities and procedures</p>

---

**Objective 3: To realize the full potential of sustainable development mechanisms to enhance the implementation of the Convention**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Negotiations and decision-making by Parties on the sustainable development mechanisms are facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The secretariat was not mandated to deliver outputs facilitating negotiations and decision-making on the sustainable development mechanisms during the reporting period
The dedicated services and resources in support of CDM and JI are clearly and transparently defined and implemented in accordance with internal arrangements	A quality management system is in place and is maintained	The secretariat is establishing a quality and performance management system and continual improvement activities are being undertaken across all CDM and JI processes
The Sustainable Development Mechanisms programme has the required resources to implement mandates given to it by the relevant constituted bodies, the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)	Proportion of outputs mandated by the CMP, delegated to and under the control of the secretariat, that cannot be delivered due to insufficient funding	The secretariat had the required resources to implement all mandates given to it by the relevant constituted bodies, the COP and the CMP. With regard to JI, all outputs were implemented with the available resources in the reporting period; however, additional resources will be needed for the second half of 2010
Compliance with United Nations financial regulations and rules and with UNFCCC financial procedures	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the 19 audit recommendations made by the Office of Internal Oversight, 18 were fully implemented and one is currently under implementation

---

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.



Table 24

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme**

**Objective 1: To provide legal advice and support so that the Convention and its Kyoto Protocol as well as the outcomes from the negotiations under the Bali Road Map are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements (Article 8, para. 2, Article 15 and Article 16 of the Convention, Article 13, Article 14, para. 2, Article 20 and Article 21 of the Kyoto Protocol, decisions 14/CP.1, 11/CP.11 and 9/CMP.2)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Convention and its Kyoto Protocol, as well as any new international agreement(s) adopted thereunder, are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints by Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and support provided by the secretariat	During the first half of 2010, the Legal Affairs programme issued two legal opinions addressed to Parties and provided legal advice on at least 18 different legal issues. The secretariat did not receive any complaints from Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice or on the legal support provided by the secretariat during the reporting period
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat to the intergovernmental process and the operation and functioning of the constituted bodies under the Kyoto Protocol	The intergovernmental process was a major area of attention for the legal advice provided by the Legal Affairs programme during the reporting period. Seven of the 14 legal opinions issued in the first half of 2010 dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process. Three Parties raised questions about the secretariat's characterization of the Copenhagen Accord's legal status. A clarification was issued to the satisfaction of these Parties. In addition, several queries were raised in relation to the number of Parties that had associated with the Copenhagen Accord. These queries were satisfactorily answered
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	Proportion of concerns, issues or disputes raised by public or private entities against constituted bodies under the Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and amicably and do not result in legal action against individuals serving on constituted bodies	Concerns regarding possible conflict of interest were raised by public or private entities in relation to the Executive Board of the clean development mechanism and the Compliance Committee in the reporting period. The Legal Affairs programme provided advice to the Executive Secretary and to these bodies on the appropriate response to these concerns, which are being addressed by these bodies. These concerns have not resulted in legal action against any of the individuals serving in these bodies

**Objective 2: To provide legal advice and support so that the operations of the secretariat are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements (Article 8, para. 2, Article 15 and Article 16 of the Convention, Article 13, Article 14, para. 2, Article 20 and Article 21 of the Kyoto Protocol, decisions 14/CP.1, 11/CP.11 and 9/CMP.2)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators</i>	<i>Performance data</i>
The operations of the secretariat are conducted in accordance with applicable United Nations rules and regulations, the legislative authority of the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and UNFCCC requirements	<p>The number of contracts and other legal instruments between the secretariat and service providers, governments and other partners that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat</p> <p>The number of audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat</p>	<p>The secretariat concluded 28 legal instruments with third parties during the first two quarters of 2010. Twenty-five of these instruments had been cleared by the Legal Affairs programme. No legal query was raised by the United Nations Office of Legal Affairs in relation to any of these instruments and no disputes have arisen in the implementation of these instruments</p> <p>From the period 1 January to 30 June 2010 no audit queries or queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat</p>

**Objective 3: To facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms (Article 18 of the Kyoto Protocol, decisions 27/CMP.1, 4/CMP.2 and 4/CMP.4)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Compliance Committee takes decisions based on the best available information	Proportion of outputs made available on time	From 1 January 2010 to 30 June 2010, two meetings of the enforcement branch and one meeting of the plenary took place. In the reporting period, the Legal Affairs programme delivered all but one of its mandated outputs relating to the Compliance Committee on time, that is, in accordance with the timelines set out in decisions 27/CMP.1, 4/CMP.2 and 4/CMP.4. Transmittal to the bureau of the Compliance Committee of the note by the Executive Secretary entitled "Evidence from a Party which may indicate a conflict of interest" was slightly delayed while the secretariat ascertained if the information received constituted evidence of a conflict of interest under the terms of the rules of procedure of the Compliance Committee
The Compliance Committee takes decisions based on the best available information	Level of satisfaction expressed by members of the Compliance Committee and alternate members with documents prepared by the secretariat	Information on the level of satisfaction expressed by members of the Compliance Committee and alternate members with documents prepared by the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011

The CMP is provided with adequate and effective support in the development of policy guidance to the Compliance Committee	Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat in the development of policy guidance	No session of the CMP was held during the reporting period. The secretariat provides support in the development of policy guidance to the Compliance Committee towards the end of each year, when the annual report of the Compliance Committee to the CMP is made available
Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion	Proportion of Compliance Committee documents made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, Parties concerned and the general public in accordance with the rules of procedure of the Compliance Committee	In the reporting period, all the Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, the Party with respect to which a question of implementation had been raised, and the public, as appropriate, in accordance with the timelines set out in the "Procedures and mechanisms relating to compliance under the Kyoto Protocol" (annex to decision 27/CMP.1) and the "Rules of procedure of the Compliance Committee of the Kyoto Protocol" (annex to decision 4/CMP.2 as amended by decision 4/CMP.4). In one instance, given the sensitive nature of the document, the bureau of the Compliance Committee decided that the plenary should consider whether to make the note on a possible conflict of interest available to the public. The document was posted on the website as soon as the plenary decided to make the document publicly available

Table 25

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme**

**Objective 1: To advance the climate change intergovernmental process as a result of the attendance at, active participation in, and collaboration by, Parties and benefits from inputs from observer organizations**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat's relations with Parties are strengthened through networking, the provision of information, in-depth insight and analysis, problem solving and the appropriate treatment of delegates according to protocol	Number of responses to communications from official sources	A total of 7,720 responses to communications were provided
	Proportion of communications responded to	All communications from official sources were responded to
	Average response time	The average response time was two hours
Representatives from eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in this process	Share of required funds that are actually available	One hundred per cent of the required funds were actually available
	Proportion of eligible participants actually funded	In April 2010, 92 per cent of eligible participants were actually funded. In June 2010, 96 per cent of eligible participants were actually funded
	Efficiency of admission process (waiting and processing time)	The average waiting time was five minutes The average processing time was two to three minutes

Eligible members of civil society and intergovernmental organizations are admitted and increasingly participate in the sessions	Proportion of observers out of the total number of participants	A total of 1,379 members of civil society and intergovernmental organizations participated at UNFCCC sessions in the reporting period, representing 34 per cent of the total number of participants
Parties receive inputs from observers and have opportunities for exchanges	Proportion of representatives from Parties that attend side events	A survey of participants at side events will be conducted during the thirty-fourth sessions of the Subsidiary Body for Implementation and the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice, scheduled to be held in June 2011, in Bonn, Germany. Data on the proportion of representatives from Parties that attend side events during that sessional period will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011
	Number of side events per session	A total of 112 side events were held at UNFCCC sessions (21 in April and 91 in June) during the reporting period

**Objective 2: To facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents and ensuring their timely availability**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Documents are of high quality		
Official documents are available on time	Percentage of documents, including versions in the six official languages of the United Nations, available to Parties within United Nations deadlines (sessional documents) and deadlines mandated by Convention and/or Kyoto Protocol bodies (other documents)	A total of 66 documents were mandated to be made available during the reporting period. All documents were actually made available and 16 per cent of the documents were made available on time. Delays in the availability of the remaining 84 per cent of the documents were mainly due to the additional negotiating sessions in April 2010

**Objective 3: To provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support in order that meetings proceed smoothly and productively**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings		

Comprehensive and functional working conditions for staff are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings	Number of reports of technical failures for sound, projectors, electricity, and so on, relative to the size, duration and frequency of workshops and meetings	A total of 58 workshops and meetings were held during the reporting period. No technical failure was reported. Feedback received from staff on technical arrangements made by the programme, including for sound, projectors and electricity, was positive
--	---	--

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

Table 26

### Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Information Services programme

#### Objective 1: To make available to all Parties, the global public and other stakeholders authoritative and up-to-date information relating to the UNFCCC process in a user-friendly and cost-efficient manner (Article 6(b) and Article 8, para. 2, of the Convention, Article 10(e) and Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Journalists in developed and developing countries consistently attend intersessional and sessional meetings	Frequency of reference in the media to the UNFCCC messages issued during the sessions of the Conference of the Parties (COP)	A total of 1,306 press items relating to COP 14 have been identified through an analysis of print, online and broadcast media in all world regions. The number of press items relating to COP 15 was almost five times higher (6,247). Twenty-three per cent of the media items relating to COP 15 referenced UNFCCC's top message, as compared with only 20 per cent relating to COP 14
External communication efforts regarding the UNFCCC are coordinated across the United Nations system		The secretariat leads the development of the United Nations system communications plan for COP 16. This plan was endorsed by the United Nations Communications Group at its annual meeting in June 2010
The UNFCCC website is recognized as the central location for authoritative, up-to-date, comprehensive and user-friendly information on the UNFCCC process	Number of users accessing website content  Level of satisfaction of Parties with the UNFCCC website	A total of 5.5 million users accessing the UNFCCC website and downloaded, inter alia, 14 million portable document format files during the reporting period. The webcast service was used by some 750,000 people  Information on the level of satisfaction of Parties with the UNFCCC website will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2010 to 30 June 2011

#### Objective 2: To ensure the reliable, secure, sustainable and cost-efficient operation of the secretariat's information and communication technology infrastructure and systems (Article 8, para. 2, of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat's information and communication technology (ICT) architecture facilitates the implementation of mandated activities. The	ICT network availability in support of information systems mandated by Parties	According to assessments for 2010 engagement agreements, the secretariat's ICT infrastructure facilitated the implementation of 38 business information systems supporting mandates for substantive programmes. Excluding planned maintenance, all systems were available during at least 99 per cent of the reporting period

secretariat's information systems are adequately supported	ICT resolutions of incidents are in accordance with the service-level agreements	Two operational-level agreements for delivery of system services were in place during the performance period. All ICT resolutions were in accordance with the agreements
Business continuity management of mission-critical information systems is in place	ICT solutions for identified mission-critical information systems are established	Draft disaster recovery plans for the four most mission-critical systems (the clean development mechanism (CDM) and joint implementation information system, the CDM registry, the compilation and accounting database and the greenhouse gas database) have been established. Procurement of the additional external data centre services required for the implementation of sustainable disaster recovery and business continuity solutions was ongoing

**Objective 3: To facilitate the search for, and retrieval of, UNFCCC documents (Article 6(b) and Article 8, para. 2, of the Convention, Article 10(e) and Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties, observers, staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation of the climate change negotiating process	Number of official documents published on the UNFCCC website within the agreed time frames  Level of satisfaction of internal and external users with the official document publishing service	A total of 239 official documents were published by the UNFCCC secretariat during the reporting period, and all were available on the UNFCCC website within the agreed time frames  The secretariat received oral and written feedback from internal and external users on the official document publishing system. This feedback suggests that the level of satisfaction of all users remained high during the reporting period. The secretariat will systematically gauge the level of satisfaction of internal and external users through surveys and interviews to be conducted in 2011
Records are archived or disposed of in accordance with secretariat policy and guidelines	Volume of records deposited in permanent archives or disposed of	A total of 3,676 electronic records were captured into the electronic records management system An archive of physical records was opened in June 2010

**Objective 4: To improve communication, collaboration and knowledge sharing within the secretariat and with Parties and other stakeholders through the implementation of knowledge management systems (Article 8, para. 2, of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Availability of an extranet for secretariat staff and external users to support collaboration between the secretariat and Parties, as well as with other external stakeholders	Number of projects supported by the collaborative system	Extranet functionality is planned to be made available towards the end of 2010. Preparatory activities to this effect were undertaken during the reporting period
Personal computer and laptop users have ready access to collaborative workplaces and can identify the expertise needed to complete tasks		A new collaboration platform was introduced in 2009. A total of 10 pilot projects are being implemented in order to facilitate collaboration by secretariat staff. Full implementation of the platform is planned for the end of the 2010–2011 biennium

Knowledge sharing and information distribution mechanisms are established and communication, collaboration and knowledge sharing is subsequently improved

A knowledge management strategy framework was adopted in March 2010 and is being implemented

<sup>a</sup> Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

Table 27

**Objectives, expected results,<sup>a</sup> performance indicators and performance data for the Administrative Services programme**

**Objective 1: To facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources (Article 8, para. 2(f), of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol, decision 15/CP.1)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Parties are kept fully informed on the receipt and use of financial resources	Financial statements are made available to Parties in a timely manner	No financial statement was to be made available to Parties during the reporting period
Coherence and transparency in fund-raising and use of funds	Proportion of donor reports sent on time	Seven donor reports were due during the reporting period. Six were sent on time and one is still outstanding
Optimal budget implementation rate	Proportion of actual expenditure compared with the approved budget	The core budget as at 30 June 2010 had a budget implementation rate of 41.5 per cent for the year 2010, which is below the ideal implementation rate of 50 per cent
Compliance with United Nations financial regulations and rules and with UNFCCC financial procedures	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the 13 open audit recommendations from the 2006–2007 biennium, one was overtaken by events and nine were fully implemented. The remaining three were under implementation, some of which are of an ongoing nature. The United Nations Board of Auditors did not categorize any recommendation as not implemented following its audit of the 2008–2009 biennium

**Objective 2: To facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to support mandated activities to the largest extent possible (Article 8, para. 2(f), of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff reflecting a broad geographic spectrum and gender balance are recruited and retained	Percentage of staff from non-Annex I Parties and women in posts at the Professional and higher levels	Fifty-six per cent of staff in the professional and higher levels are from non-Annex I Parties. Forty-one per cent of staff in the Professional and higher levels are women
	Rate of staff turnover	The rate of voluntary staff turnover during the first half of 2010 was 4 per cent. The annual voluntary staff turnover rates for 2008 and 2009 were 6 per cent and less than 1 per cent, respectively

**Objective 3: To provide travel and procurement services that respond adequately to the needs of Parties (Article 8, para. 2(f), of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently	Proportion of participants attending meetings versus nominations	Ninety-one per cent of nominated participants attended meetings (1,286 out of 1,410)  Nominees cancelled their participation mainly due to other commitments; some cancelled due to illness or immigration problems. A few meetings and trips had to be postponed due to the volcanic ash cloud that hindered air traffic over Europe in April 2010. No journey was cancelled because of inability to provide a ticket on time
Procurement of goods and services is carried out in a timely manner in accordance with United Nations regulations and rules with and UNFCCC policies	Percentage of procurement cases processed within established time frames	One hundred per cent of procurement cases were processed within the established time frames  It is now intended to make the established time frames more ambitious by adjusting them downwards

---

Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

---